

LA TOILE
TRIMESTRIEL MONARCHISTE DE POUSSIERANT



**L'ITALIE
MONARCHISTE**

LA TOILE - NUMERO 12 - AUTOMNE 2011 - 5€

12



EDITIONS SYLM



Trimestriel - Numéro 12 - Automne 2011

Président : Sylvain Roussillon
Directeur de la Publication : Frédéric de Zarma

Rédac' Chef : Sylvain Roussillon
Rédacteurs : V. Hublot, S. de Khemara, L. Marv-Laf, Praxagora, J. de Profundis, S. Roussillon, G. Ruzoviyo, J. Taubel, Toubib, F. de Zarma

Maquette : J. Taubel et Zarma
Couverture : Zarma

Rédaction : latoile@monarchiste.com
Publicité : regie@sylm.info
Abonnements : abonnement@monarchiste.com

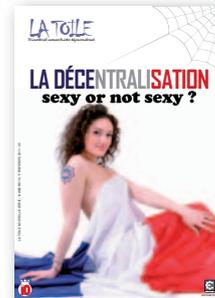
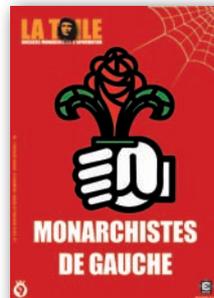
Si vous souhaitez collaborer à la rédaction ou à la réalisation de La Toile, contactez notre équipe.

Publié par la Conférence Monarchiste Internationale
Réalisé et diffusé par SYLM

Crédit iconographique : tous les logotypes, images et graphismes sont la propriété de SYLM et de leurs auteurs ou réputés libres de droits. Si vous possédez les droits sur une image, vous pouvez demander son retrait à la rédaction.

SOMMAIRE

Editorial	3
L'Italie monarchiste	4-17
<i>Le mouvement Neoborbonico</i>	4
<i>L'Italie des Habsbourg</i>	5-6
<i>L'Italie napoléonienne</i>	7
<i>La Carta del Camero</i>	8
<i>Quelques citations de Julius Evola</i>	9
<i>Les années noires</i>	10
<i>Monarchisme et Résistance</i>	11-12
<i>Giovanni Guareschi</i>	13
<i>Le monarchisme d'après guerre</i>	14-15
<i>Les mouvements monarchistes</i>	16-17
Planète monarchiste	18-24
<i>Les monarchistes en Libye</i>	23-24
Le chant du SYLM	25-35
<i>Editorial</i>	25
<i>La réhabilitation des Ganwa au Burundi</i>	27-34
<i>Pass dabor ton Bac ! PTDR</i>	35
La cuisine de Victor Hublot	36



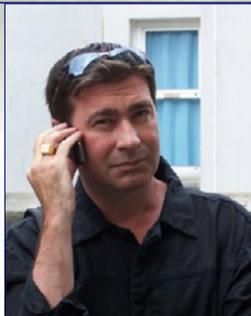
LA TOILE

Quatre fois par an quand il fait beau, La Toile met son gros doigt manucuré sur un sujet d'actualité ou de culture monarchiste et vous livre sa vision du monde qui vous entoure, avec des mots de trois syllabes et des références compréhensibles... une révolution, quoi.

Vous avez un talent de rédacteur, de maquettiste ou de graphiste et l'envie de sortir un peu du marécage de la querelle dynastique ? Rejoignez l'équipe éditoriale et contribuez à la diffusion d'une revue indépendante et objective pour renforcer les liens de la diaspora monarchiste et sauver la forêt amazonienne.



Vos idées, vos mots, votre mag'



Le monarchisme italien à la croisée des chemins

par **Sylvain ROUSSILLON**
Secrétaire Général de la C.M.I.

La péninsule italienne nous est très proche, et pas seulement sur le plan géographique. Les Italiens sont probablement le peuple d'Europe pour lequel le terme de «cousinage » a, pour nous Français, le plus de sens.

Une bonne partie de nos racines puisent à la même eau et, au final, nous n'en voulons guère plus à nos cousins latins d'avoir défait Vercingétorix à Alésia qu'ils ne nous en veulent d'avoir saccagé Rome sous la conduite de Brennus.

De la Gallo-romanité en passant par la Renaissance, nos deux nations ont souvent eu des destins liés. Il n'est que de jeter un œil sur le «Tricolore » italien pour constater de visu la proximité de nos drapeaux nationaux, la couleur verte à la place du bleu étant une trouvaille de Napoléon I^{er}, Empereur des Français ET Roi d'Italie. Le premier roi d'une Italie en attente d'unité. Une unité dont le premier à lancer officiellement l'idée est le maréchal Murat, Roi de Naples par la grâce de son beau-frère Napoléon, le 30 mars 1815, par la fameuse proclamation de Rimini appelant les Italiens à l'insurrection et à l'unité. C'est le premier texte officiel d'une nation italienne encore à l'état de gestation.

Et c'est Napoléon III qui permettra à cette unité de se construire définitivement en chassant les Autrichiens du nord de la péninsule et en permettant à la Maison de Savoie, championne de l'idée nationale, de s'affirmer comme le vecteur et le symbole de l'Italie nouvelle.

La monarchie italienne pourra même se payer le luxe de rallier à sa cause, grâce à ce qu'elle incarne, des figures républicaines comme Garibaldi ou Mazzini, devenus de fait monarchistes de raison.

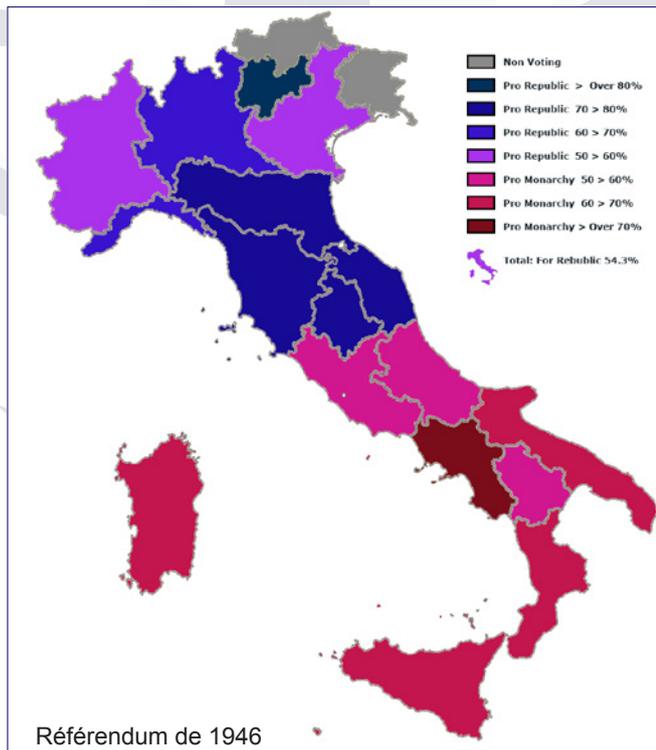
La monarchie italienne sera amenée à traverser bien des épreuves, avec le sanglant Premier conflit mondial puis les grèves insurrectionnelles qui embrasent l'Italie, les frustrations nationalistes et la cohabitation avec le fascisme, la Seconde guerre mondiale enfin...

Le référendum de 1946 qui met fin, dans des circonstances douteuses, à la monarchie pour céder la place à une instabilité républicaine de plusieurs décennies, demeure pour beaucoup d'Italiens une plaie mal cicatrisée.

La monarchie italienne est tombée, de justesse, sous le coup de conditions historiques particulières. D'autres situations historiques semblent se profiler à l'horizon : une faillite économique redoutée par beaucoup, un ex-Premier ministre poussé vers la sortie, rattrapé par des scandales de toutes natures, lâché par des alliés délétères, une opposition de gauche discréditée et décapitée durablement, un nouveau Premier ministre contraint de constituer un gouvernement extra-parlementaire et auquel aucun « état de grâce » ne sera accordé...

Revenant à une vieille habitude qui consiste à se pencher sur les monarchistes étrangers, La Toile a choisi de consacrer ce numéro à l'Italie. Ce n'est pas un hasard. Abattue dans des circonstances exceptionnelles, la monarchie italienne, qui a su si longtemps incarner l'unité et la stabilité, ne pourrait-elle bénéficier d'autres circonstances exceptionnelles pour revenir sur le devant de la scène publique ?

Le propos est moins anecdotique qu'il n'y paraît dans un pays où les élites sociales, économiques et politiques ont failli ; la question du recours institutionnel est toujours une bonne question.



Le Mouvement Neoborbonico

Possession des Hohenstaufen, angevine en 1266, puis aragonaise en 1282, savoyarde en 1713 et autrichienne en 1720, le Royaume de Naples appartient définitivement à la couronne espagnole en 1734. L'infant Charles de Bourbon (futur Roi Charles III d'Espagne) s'installe sur son nouveau trône et se fait couronner pour l'occasion *Rex utriusque Siciliae*. Jusqu'en 1861, la dynastie des Bourbon-Siciles va régner sur Naples et Palerme sans interruption, et ce malgré le bref intermède napoléonien (1806-1815).

Reconstitué au Congrès de Vienne, le Royaume des Deux-Siciles est, à la veille du *Risorgimento*, l'état le plus riche de l'Italie pré-unitaire. Avec la révolution industrielle, Naples est la capitale d'un état précurseur dans tous les domaines économiques du siècle, faisant d'elle la troisième ville la plus importante d'Europe. Mais si économiquement le Royaume ne cesse de faire des profits, il n'en reste pas moins très agité politiquement. Entre 1837 et 1849, la Sicile tente de faire sécession de sa rivale napolitaine. En janvier 1848, le Roi Ferdinand II (1810-1859) est contraint, face à un soulèvement populaire, de créer une constitution, avant d'y mettre brutalement fin par les armes en mars 1849. Arrestations et exil d'opposants vont ruiner le crédit de la monarchie des Bourbon-Siciles qui ne trouvera finalement que peu de partisans lors de l'invasion des Chemises Rouges de Giuseppe Garibaldi en mai 1860. Couronné Roi le 22 mai 1859, François II (1836-1894) doit abdiquer le 20 mars 1861 et prendre le chemin de l'exil.

En septembre 1860, les Chemises rouges occupent tout le Sud de l'Italie en dépit d'une résistance soudaine et inattendue des napolitains. En effet, si les siciliens et les napolitains avaient été ravis de se débarrasser des Bourbon, il n'en demeure pas moins qu'ils ne sont pas prêts à accepter pour autant une domination de la dynastie des Savoie. Le 21 octobre, un référendum, toujours sujet à caution à ce jour, valide l'annexion des Deux-Siciles à l'Italie des Savoie.

Cette annexion va se révéler catastrophique pour l'ancien royaume qui sombre rapidement dans la crise face à un Nord qui impose désormais son diktat économique. On assiste à de nombreux soulèvements en faveur de l'indépendance, quitte pour certains à tenter de ramener les descendants de Joachim Murat sur le trône (1866). Quant aux monarchistes napolitains, partisans des Bourbon, ils se regroupent autour de la figure de la Reine Marie Sophie de Wittelsbach (1841-1925), sœur de la célèbre Sissi et femme de pouvoir au sein de la famille royale.

Avec l'absence des princes Bourbon sur le sol de leur royaume ajoutée au conflit dynastique au sein de la famille royale, le mouvement monarchiste se divise et finit par périr complètement. Ses membres adhèrent au mouvement fasciste naissant et le Duce Mussolini fait de la reconstruction du Sud une de ses priorités économiques. Loin d'être canalisé pourtant, l'esprit indépendantiste resurgit à la chute de la monarchie en 1946. Les drapeaux du royaume des Deux-Siciles refont sur-



face mais le mouvement monarchiste reconstitué n'attire pas les foules et se fonde dans le Mouvement Indépendantiste Sicilien (1943-1951).

Il faut attendre le 17 septembre 1993 pour que le mouvement royaliste refasse son apparition lors du retour du prétendant au trône, Ferdinand de Bourbon-Siciles (1926-2008) à Naples. Trois cent personnes assistent à la fondation du mouvement dont la date coïncide avec l'anniversaire de l'entrée des troupes de Garibaldi à Naples.

Baptisé mouvement Néoborbonico (ou Associazione culturale Neoborbonica, ou encore mouvement Néo-bourbonien), celui-ci ne cache pas sa volonté de soutenir la sécession du Sud de l'Italie et la traduit par une farouche campagne en faveur de l'Euro face à la Lire, coupable à ses yeux « d'être le symbole de l'unité et de la dégradation de l'économie dans

le sud ».

Structuré, le mouvement Néoborbonico organise régulièrement des manifestations de soutien à la famille royale des Deux-Siciles rassemblant des milliers de personnes ou contre la famille royale des Savoie. En 2003 par exemple, lors de la visite du Prince Victor Emmanuel de Savoie et de sa famille, les royalistes avaient organisé une violente manifestation à Naples qui s'était pavisée du drapeau de l'ancien royaume. Des affrontements avaient eu lieu entre partisans des deux monarchies. Prônant la restauration du Parlement du Sud institué sous l'ancienne monarchie, le mouvement royaliste Néoborbonico participe également aux élections locales et européennes (Parti du Sud) mais ne dépasse généralement pas 1% des suffrages exprimés.

Lors du 150^{ème} anniversaire de l'unité italienne en 2011, le mouvement Néoborbonico a refusé de s'associer aux festivités organisées par la République italienne et a préparé des contre-manifestations dénonçant une annexion illégale de Naples et de la Sicile. L'actuel prétendant au trône lui-même, Charles de Bourbon-Siciles (né en 1963), a participé également aux commémorations au côté du mouvement Néoborbonico.

Mais au-delà de ces rivalités royalistes et dynastiques, c'est bel et bien un conflit entre les régions qui persiste toujours en Italie. Preuve peut être que l'unification n'a pas été le souhait de toute la botte mais la volonté de quelques politiciens attachés à une seule maison royale.

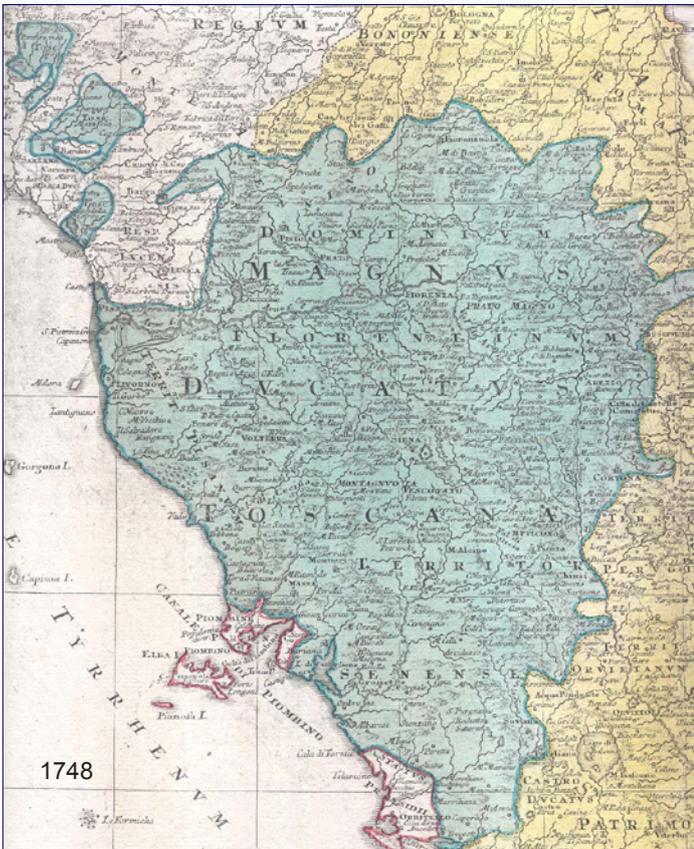
« Nous avons fait l'Italie, il reste à faire les Italiens » disait à l'aube de la construction italienne le politicien piémontais Massimo d'Azeglio. Une phrase qui reste encore lourde de conséquences aujourd'hui au sein de la république italienne.

• Loïc Marv-Laf •

Lien internet :

http://wiki.sylm.info/index.php/Mouvement_Neoborbonico

L'Italie des Habsbourg



À la mort du dernier Médicis, le Grand-Duc Jean Gaston, l'empire Autrichien hérite le 8 juillet 1737 de la Toscane. Elle allait rester dans la zone d'influence de l'Empire Austro-Hongrois jusqu'en 1860.

Plus prompt aux amours masculines et à la beuverie, peu soucieux de la politique florentine, Jean Gaston avait néanmoins réglé directement avec la France les détails de l'avenir de son état lors de la guerre de succession de Pologne. Ainsi à son décès, c'est François III duc de Lorraine (époux de l'Impératrice Marie-Thérèse d'Autriche) qui en reçoit l'héritage, cédant en échange ses droits sur la Lorraine à Stanislas I^{er} Leszczyński, destitué de son trône polonais.

C'est le second fils de François de Lorraine, l'Archiduc Pierre-Léopold qui, à la mort de son père le 18 août 1765, va inaugurer la dynastie des Habsbourg-Toscane. Destiné à sa naissance à l'habit monacal, le nouveau Grand-Duc va s'employer à réformer administrativement son état (abolition des corporations, réformes sociale et du système fiscal, liberté de commerce, perte de l'influence ecclésiastique, abolition de la peine de mort et interdiction de la torture, campagne de vaccination obligatoire) et entreprendre les travaux de voirie, notamment le drainage des marécages, nécessaires à tout état moderne. Apprécié de ses sujets, le Grand-Duc pense même fortement à accorder une constitution à son peuple. Mais les affaires de l'Empire vont le rattraper et il doit monter le 20 février 1790 sur



le trône impérial dont il a hérité à contrecœur à la mort de son frère Joseph I^{er}. Son règne impérial ne durera que deux ans. En Toscane, son fils cadet Ferdinand III (1769-1824) lui a succédé. Il ne goûte guère à cette Révolution française qui enverra à l'échafaud sa tante, Marie-Antoinette. Mais pour tout guerrier qu'il s'affiche, le Prince Habsbourg n'est pas un soldat. Les armées de Napoléon Bonaparte s'emparent en 1799 de la Toscane sans véritable résistance. En 1801, le Premier Consul Bonaparte dépossède définitivement le Grand-Duc de son trône toscan et lui concède à titre de compensation celui moins prestigieux de Salzbourg. Mais avec la fin du Saint Empire Romain Germanique en 1805, Ferdinand perd son trône pour récupérer celui de Würzburg que son frère François I^{er} a bien voulu lui céder par pitié familiale.

Quant au duché de Toscane, transformé en Royaume d'Étrurie selon le bon plaisir de Napoléon et pour un Bourbon de Parme, il sera réattribué à Ferdinand à la fin de l'Empire Français en mars 1814. En 1847, à la mort de l'Impératrice Marie-Louise, la Toscane retrouvera totalement ses frontières d'avant la Révolution française. Le Grand Duc Léopold, qui a succédé à son père le 18 juin 1824, est un jeune prince de 27 ans avec une vision très libérale de la politique lorsqu'il accède au pouvoir. Il autorise la liberté de la presse (non sans quelques limites), fait de son état un lieu d'exil pour les opposants italiens et il profite des violentes émeutes de 1845 et 1846 pour poursuivre ses réformes, au grand dam de l'Autriche du Chancelier Metternich qui le menace de destitution s'il continue sur cette voie libérale. Le 17 février 1848, il surprend ses pairs en octroyant une constitution à la Toscane alors que toute l'Italie autrichienne est en proie aux émeutes. Léopold a certainement caressé l'idée de devenir Roi d'une Italie unifiée et pour cela n'hésite pas à prêter main forte à son beau-frère, le Roi de Piémont Sardaigne, dans sa tentative de reconquête de la Lombardie-Vénétie. Mais les défaites de son armée et la montée du parti républicain lors des élections du 26 juin 1848 le forcent à renoncer à ce projet. Une République éphémère est proclamée à la hâte mais tellement contestée que le Parlement finit par rappeler le Grand-Duc, craignant que les autrichiens ne viennent mettre à sac la Toscane, lesquels d'ailleurs entreront bien dans le Grand-Duché à la demande de Léopold II en juin 1849.

Néanmoins, les graines de l'unification avaient été semées en Toscane. Victime de son propre libéralisme, Léopold II est finalement contraint d'abdiquer le 21 juillet 1859, non sans avoir dû au préalable déclarer la guerre à l'Autriche. Son fils Ferdinand IV est proclamé Grand-Duc à 24 ans depuis son lieu d'exil à Vienne. Il ne reverra jamais la Toscane. Les Chemises Rouges de Giuseppe Garibaldi (ci-contre) annexeront sans combat le Grand-Duché en mars 1860. Léopold II meurt en 1870 à 72 ans, son fils Ferdinand IV en 1908.

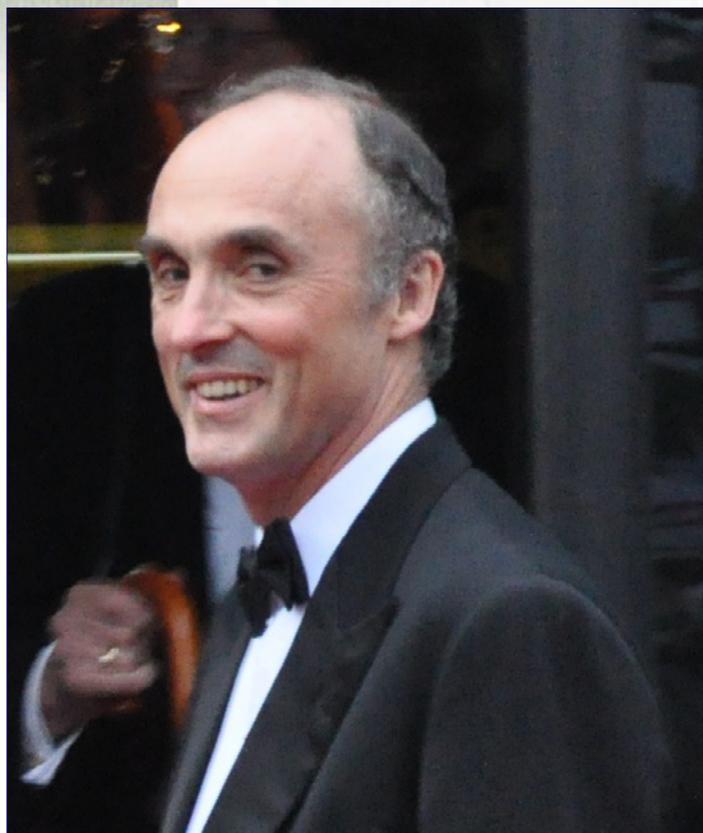
La famille Grand-Ducale retrouve sa place au sein de la famille impériale à titre de compensation de la perte de ses territoires. Josef Ferdinand (1872-1942), qui a récupéré la titulature de son père, recevra un brillant commandement durant la Première Guerre mondiale avant de renoncer à ses droits en

1928 pour un mariage morganatique. Interné à Dachau par les nazis en 1938, il meurt quatre ans plus tard des sévices de la Gestapo.

Les prétentions au trône sont aujourd'hui assurées par son arrière petit-neveu, le Grand-Duc Sigismond de Habsbourg-Toscane (né en 1966). Eteint avec l'unification, le mouvement monarchiste toscan (Toscane Grand-Ducale) renaît dans les années 2000. Partisan d'une monarchie constitutionnelle confédérale, il s'est présenté à toutes les élections locales et européennes depuis sa fondation. Ses scores oscillent entre 2 et 4% des voix.

Dès les prémices du mouvement nationaliste italien, l'Autriche-Hongrie avait craint de perdre son hégémonie sur l'Italie. La présence en Lombardie de l'Autriche depuis le XVI^{ème} siècle avait accru le ressentiment des lombards à l'égard de la maison impériale. Les Habsbourg avaient ignoré cette région avant d'entreprendre subitement d'importantes réformes en 1706. La conquête de la Lombardie par Napoléon Bonaparte et les libertés octroyées par le Vice-Roy Eugène de Beauharnais avaient largement profité aux Lombards. Lors du Congrès de Vienne de 1815, la Lombardie est érigée en Royaume auquel on adjoint la Vénétie. Le retour aux affaires des autrichiens est peu apprécié de la population. En mars 1848, cette dernière se soulève durant cinq jours à Milan. La répression sera sanglante, les émeutiers chargés à la baïonnette, l'Autriche désavouée à jamais par les Lombards et les Vénitiens. Mais pour la Cour Impériale il importe peu, d'autant que les troupes du Roi de Piémont-Sardaigne, Charles Albert de Savoie, venues à la rescousse des émeutiers, seront sévèrement battues à Custoza en juillet 1848. A Modène, autre Duché hérité grâce au mariage en 1771 de Ferdinand de Habsbourg-Lorraine (1754-1806) avec la seule héritière du Duc Hercule III D'Este, Marie-Béatrice (1750-1829), l'heure est aussi à la révolte. Le fils de Marie-Béatrice, François IV (1779-1846), réprime dans le sang toute tentative de soulèvement et refuse même l'idée de constitution qui mettrait à mal cet absolutisme dont il se veut le garant. Après sa mort, son fils et successeur François V ne sera pas en mesure de résister à l'invasion de son Duché par les Chemises Rouges en 1859, les Habsbourg-Este ayant perdu tout soutien populaire. Mort sans héritier à l'âge de 56 ans en 1875, c'est François-Ferdinand de Habsbourg-Lorraine qui héritera de la couronne ducale de Modène, celui qui devait tomber sous les balles d'un assassin le 28 juin 1914.

En Lombardie, le libéralisme du Vice-Roy et Archiduc Maximilien se heurte à l'absolutisme de son frère, l'Empereur François



Joseph I^{er}. En 1859, l'Autriche doit abandonner la Lombardie puis sa dernière possession, la Vénétie, en 1866, après deux guerres désastreuses. L'Archiduc, poussé par son ambitieuse épouse et son statut peu révérend de cadet se consolera avec une couronne impériale du Mexique qui lui sera finalement fatale en 1867.

Les droits à la couronne ducale de Modène sont assurés par le Prince Lorenz d'Autriche-Este (ci-dessus) depuis 1996, date de la mort de son père l'Archiduc Robert de Habsbourg-Este. Aucun mouvement monarchiste ne soutient leurs prétentions à ce jour et le Prince lui-même fait peu cas de ses droits sur cette région.

• Loïc Marv-Laf •

Lien internet :

http://wiki.sylm.info/index.php/Toscana_Grandducale



REX APPEAL
Monarchism with style

L'Italie Napoléonienne

Indiscutablement, ce sont la Révolution française et Napoléon Bonaparte qui vont jeter les premières bases de l'unification de l'Italie, morcelée en divers Etats (Duché, Grand-Duché, royaumes ou état théocratique) en y introduisant les notions de nation, d'unité et d'indépendance.

Il faut peu de temps au Général Bonaparte pour s'emparer de l'Italie. Le contrôle récent de la mer Méditerranée lui a permis de faire une campagne militaire rapide et d'imposer aux autrichiens une paix humiliante à Campoformio le 17 octobre 1797. La France récupère, outre la Belgique, une partie de Venise, la Lombardie, Mantoue, Modène, Brescia, Ferrare, la Romagne. Dans l'esprit républicain qui anime la France de cette époque, on proclame alors l'unification de ces états italiens conquis (d'une surface de 42 500 km²), que l'on baptise République Cisalpine et dont Milan est la capitale. Un Directoire local est mis en place, une constitution calquée sur celle de la France est proclamée et l'on crée vingt départements. Et bien que l'Autriche ait repris pied en Italie dès le 28 avril 1799, la victoire de Marengo par le Premier Consul Bonaparte en juin 1800 posera définitivement les jalons du futur royaume italien dont Napoléon ceindra bientôt la couronne lombarde, non sans avoir reçu auparavant le titre de Président de la République Cisalpine en 1802.

Cisalpine, Romaine, Parthénopéenne, Ligurienne puis italienne (1802-1805), les républiques sœurs vont alors s'effacer devant un Royaume unique proclamé le 17 mars 1805. Alors qu'il accepte la couronne lombarde (décision lourde de symbole puisque Charlemagne, dont Bonaparte proclamé Empereur des Français en 1804 se voulait l'égal, fut à la fois Empereur des Francs et Roi de Lombardie), Napoléon I^{er} parle lors de son discours d'intronisation de liberté et d'indépendance aux sept millions d'italiens désormais réunis sous la botte de l'Aigle. Et pour couper court à toute idée d'indépendance des jacobins italiens, il décide la séparation du Royaume italien de l'Empire en créant un poste de Vice-Roy qu'il attribue à son beau-fils Eugène de Beauharnais (1781-1824). Le fils adoptif de Napoléon aura cependant peu de pouvoirs.

Un état moderne se constitue, toujours sur le modèle de l'Empire Français. Les Italiens introduisent dans leur dictionnaire le mot « centralisation ». Contrairement à ce qui se produit dans les autres états créés par Napoléon, ce sont ici les italiens qui occupent les postes administratifs, avec une certaine préférence pour les lombards et les modénais. On trouve donc peu de français dans les administrations hormis quelques ministres et des secrétaires d'état. La Lire est rattachée au Franc, on commence à développer l'industrie et le commerce dans un pays profondément agricole, le code pénal français est adopté et une nouvelle noblesse fait son apparition.

Mais tout n'est pas aussi mirifique que les tableaux du peintre David. Le blocus continental provoque la chute des ports italiens, les produits coloniaux se font rares, la conscription imposée mécontente la population, les droits de douanes en augmentation provoquent des émeutes, le banditisme et la contrebande, jusqu'alors jugulés, reprennent avec vigueur. Enfin, l'annexion des états pontificaux le 16 mai 1809 et l'arrestation du Pape Pie VII choque toute la péninsule. La popularité de Napoléon est atteinte. La crise économique ébranle la pièce maîtresse de l'échiquier impérial.

Lors de la campagne de Russie (1812), Eugène de Beauharnais montre ses talents d'officier. Revenu en Italie en mai 1813, il s'aperçoit que le royaume est au bord de l'insurrection. Pis, le Maréchal Joachim Murat (1767-1815), Roy de Naples depuis 1808, décide de ne pas soutenir Napoléon I^{er} qui doit faire face à une nouvelle coalition de souverains européens. L'Autriche, qui a tenté de reconquérir l'Italie en 1809, contacte le Vice-Roy et lui propose un armistice séparé qu'Eugène refuse, tout en gardant contact avec l'ennemi par l'intermédiaire de son beau-père, le Roi de Bavière, qui vient d'annoncer son adhésion à la coalition. Rapidement, l'Illyrie succombe à la vague autrichienne forçant le Vice-Roy à se concentrer sur la sécurité des frontières du nord. Napoléon I^{er} qui combat en Allemagne demande à Joachim Murat d'intervenir.

Beau-frère de Napoléon, Joachim Murat (qui a adjoint à son nom celui de Napoléon lors de son accession au trône napolitain) ne doit son siège qu'à la volonté de son épouse Caroline qui insista auprès de son frère afin qu'il lui octroie un royaume. Une fois arrivé à Naples, il n'eut de cesse de vouloir s'affranchir de la tutelle napoléonienne. Napoléon lui rappellera d'ailleurs sèchement dans un courrier ses devoirs : « Rappelez-vous que je ne vous ai fait roi que pour l'intérêt de mon système ». A plusieurs reprises, Caroline doit intervenir afin d'empêcher son frère de destituer son mari. En février 1813, Joachim Murat retourne dans ses états en laissant Eugène de Beauharnais seul face aux autrichiens. Napoléon I^{er} est furieux, tempête et menace. Murat tremble mais se fixe son propre objectif : réaliser l'unité de l'Italie sous son seul nom tout en essayant de sauver son trône. Il négocie avec l'Autriche, signe un traité d'alliance avec l'ennemi le 8 janvier 1814, assure l'Empereur de sa fidélité, puis lui déclare la guerre.

Comme le Vice-Roy, Murat a modernisé le Royaume de Naples mais le blocus continental a détruit son œuvre. La *Carbonari* (Charbonnerie) qui s'est développée dans son royaume prône l'établissement d'un état uni libéral et Murat devient un de leur champion. Enfin, en face de la côte napolitaine, la Sicile où règne le prédécesseur de Murat, le Roi Ferdinand IV de Bourbon-Siciles (1751-1825), est alliée aux autrichiens.

En avril 1814, Napoléon abdique et s'exile à l'île d'Elbe. L'Autriche remet en place les gouvernements des anciens états de Toscane, de Modène, de Rome. Parme est donnée à l'Impératrice Marie Louise de Habsbourg-Lorraine et le Piémont-Sardaigne est amputé de la Savoie non sans récupérer Gènes à titre de maigre compensation. Eugène de Beauharnais tente, en signant un armistice, de garder la couronne italienne mais un soulèvement à Milan le force à partir. Il ne reverra pas l'Italie. Le Maréchal Murat garde son trône mais doit abandonner ses rêves d'unité de l'Italie ; Caroline Bonaparte donne des fêtes à Naples tandis qu'en Sicile, les anglais se préparent à reprendre pied sur la côte sud de l'Italie. Le vol de l'Aigle ne durera que cent jours en 1815 (de mars à juin), Murat commettant l'erreur de rallier Napoléon I^{er} avant de perdre son trône juste avant la défaite de Waterloo. Sa tentative de débarquement se solde par un lamentable échec et par son exécution le 13 octobre 1815.

En perdant l'Italie dont il avait fait un laboratoire de ses idées, Napoléon a condamné son Empire mais il a laissé en héritage les germes de la future unité italienne.

• Loïc Marv-Laf •

La Carta del Carnero, entre progressisme et utopie

Sur une période d'un an, à la fin de la Première Guerre mondiale, la ville de Fiume (l'actuelle Rijeka en Croatie) a vécu suite au coup d'Etat du poète d'Annunzio une expérience politique originale.

La poudrière de l'Adriatique

La poudrière des Balkans, telle est la formule que l'histoire aura retenue pour expliquer la plupart des conflits du XX^{ème} siècle. Et pourtant, à bien des égards, cette partie de notre continent est loin d'être la seule « poudrière » en ce siècle où plus que jamais aura prévalu le principe des nationalités. Les territoires situés aux bords de l'Adriatique, comme la Dalmatie et l'Istrie, ont eux aussi posé un certain nombre de problèmes sous l'empire austro-hongrois mais encore plus après sa chute – problèmes qui auront perduré tout au long de ce siècle, d'ailleurs. C'est ainsi que la ville de Fiume, l'actuelle Rijeka en Croatie, a été le théâtre d'événements dignes d'une geste épique à la fin de la Première Guerre mondiale. Ce territoire, port franc depuis le XVIII^{ème} siècle, peuplé à majorité d'Italiens mais aussi de Hongrois et de Croates, a suscité bien des convoitises au moment du démantèlement de l'empire des Habsbourg entre ce qui deviendra le royaume de Yougoslavie, l'Italie et les alliés qui envisagent d'en faire un Etat indépendant, susceptible d'accueillir la Société des Nations. Une assemblée populaire déclare, quant à elle, le rattachement du territoire à l'Italie, ce qui vaut immédiatement à la ville d'être investie par des troupes françaises et britanniques. Des soldats et civils italiens prennent les armes, se défendent et vont chercher un des héros de la guerre, le poète Gabriele d'Annunzio. Génie précoce, il publie à seize ans, en 1879, son premier recueil poétique. Dans l'Europe de la Belle Epoque, il est le seul poète italien connu et reconnu de tous, tant pour son talent que pour sa vie sulfureuse. A l'entrée en guerre de l'Italie, il s'engage comme volontaire. Il ressortira du conflit auréolé de gloire et couvert de décorations, mais aussi infirme puisqu'il perd un œil.

il rédige une constitution, la *Carta del Carnaro*. D'Annunzio la veut comme une « œuvre d'art politique ». Les références sont multiples : Dante, Nietzsche, la Rome antique, les Médicis, l'anarchisme. Tout comme Rome et ses deux consuls, le pouvoir à Fiume est bicéphale : pour la rédaction de la charte le syndicaliste Alceste des Ambris s'occupe de la politique et du droit, et d'Annunzio de l'esthétique — marquant le texte de sa passion pour l'histoire glorieuse de l'Italie : la *civitas* romaine, les villes libres de la Renaissance. Ainsi le lien avec l'Italie est affirmé, elle reste la mère-patrie dans la constitution, mais l'Etat de Fiume existe bel et bien puisqu'il est question d'une souverai-



neté populaire sans distinction de « race, sexe, classe, langue ou religion », hommes et femmes sont égaux, idées bien loin d'être acquises en ce début de XX^{ème} siècle. La charte dans son article quatre refuse la centralisation et évoque l'idée de ce que l'on appellerait aujourd'hui une démocratie participative : elle prévoit la redistribution des pouvoirs régaliens aux corps intermédiaires afin que « grâce à leur harmonie et leur interaction, la vie collective grandisse en force et en qualité ».

Le pré-fascisme ?

Certains des éléments de mise en scène du pouvoir à Fiume inspireront directement Mussolini, ce qui fait dire à certains, à tort, que le poète était fasciste : la séparation du corps social en neuf corporations (d'Annunzio dit en avoir créé neuf en l'honneur des neuf muses), le droit « inaliénable » pour chaque citoyen de pouvoir pratiquer un sport, les défilés en chemise noire, les cris de masse. Mais la dimension esthétique et historique et en même temps progressiste du projet de d'Annunzio est trop prégnante pour en faire un projet viable : le bicamérisme (une chambre aristocratique et la chambre des corporations) n'existe dans la constitution que parce qu'à Rome, il y avait le Sénat et l'assemblée des tribuns, et non par volonté d'équilibrer les pouvoirs. Démocratique dans ses principes de citoyenneté, Fiume ne l'est pas dans ses institutions : l'exécutif est une dictature bicéphale, les chambres ne sont pas vraiment représentatives. Sans parler de la dimension lyrique du projet : d'Annunzio crée une dixième corporation, appelée « énergie » et composée des « poètes, des héros et des surhommes », qui a à ses yeux une place plus importante que les autres et il définit la musique comme un principe essentiel de la constitution.

La tentative d'oeuvre d'art politique prendra fin à Noël 1920, quand la ville sera reprise par l'armée italienne. Déçu, d'Annunzio se retire complètement de la vie publique.

La prise de Fiume

C'est donc à cet homme nimbé de gloire et de prestige que les soldats italiens, obligés de quitter Fiume, vont confier leur commandement pour reprendre la ville. Dans la nuit du 11 au 12 septembre 1919, d'Annunzio à la tête de ses 287 hommes entre triomphalement, au cri de « o Italia, o morte » dans la ville que revendiquent les nationalistes italiens. Le poète offre sa conquête à l'Italie qui la refuse plus que sèchement. Voyant là l'occasion de réaliser politiquement son idéal esthétique d'Annunzio proclame la création de l'Etat libre de Fiume.

Une constitution progressiste ?

Entouré de nationalistes, de syndicalistes, d'esthètes, d'artistes,

• Praxagora •

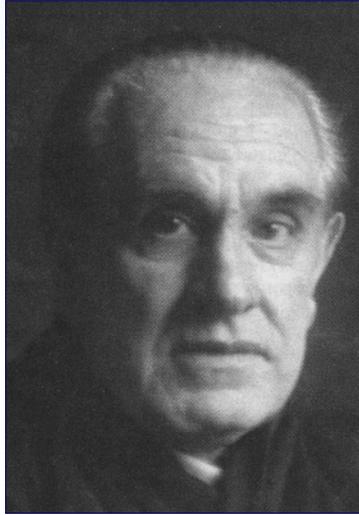
Quelques citations de Julius Evola

Monarchia

« Alors que le nationalisme jacobin se borne à exprimer quelque chose de simplement naturaliste, asservi au sang, à l'espace, au temps et à l'histoire au sens restreint et plébéien, la Monarchie est l'expression d'une force de qualité bien différente qui donne à la « nation » une signification non plus collectiviste et matérialiste mais spirituelle. De ce fait, on pourrait dire que la Monarchie représente l'élément supranational immanent au sein d'une nation. »

« Si l'on ne parvenait pas à « révolutionner » au sens traditionnel, c'est-à-dire spirituel, l'homme moderne sécularisé et standardisé, réduit à n'être plus qu'un « animal politique » au sens le plus péjoratif du terme, en redonnant vie à des formes de sensibilité et à des centres d'intérêt tombés en désuétude – alors ferait défaut le sol adéquat pour que le principe monarchique puisse reflourir, se réaffirmer sérieusement et irrésistiblement en face d'idéologies inférieures et suicidaires, pour qu'il puisse être vraiment efficace et régénérateur. »

« Même si nous ne sommes pas excessivement optimistes quant aux possibilités, internes et externes, laissées à l'homme occidental, l'augure *Quod bonum faustumque sit* n'en appartient pas moins à la tradition romaine qui est la nôtre. C'est pourquoi nous nous associons à l'espérance qu'à des figures royales plus dignes des temps que nous vivons soient adjointes, en Europe et dans le monde, des mains véritablement capables d'arborer, dans toute leur puissance, l'épée et le sceptre afin de redon-



ner vie à l'antique mythe traditionnel des Monarques en tant que manifestations d'une force venue d'en haut sous le signe de la gloire, du « salut » et de la victoire. »

« Le fondement essentiel du principe monarchique et son droit d'essence supérieure résident dans sa responsabilité de spiritualiser et de « dignifier » la vie politique, de donner une justification supérieure au principe d'autorité. »

« Il faut effectivement reconnaître que la plus grande difficulté qui s'oppose à une nouvelle union européenne de civilisation réside précisément dans la dégénérescence née du passage des nationalités au nationalismes, lesquels, en faisant des diverses races autant d'entités sécularisées en même temps que des concepts divinisés antagonistes, ont par là même créé

un schisme insurmontable et attenté à l'unité même de la culture européenne.

L'expérience nous a montré que c'est précisément sous le signe du nationalisme que le monde a connu des guerres offrant toujours davantage les traits inférieurs de la haine, de la violence, de la barbarie, de dénigrement de l'adversaire par tous les moyens, et non plus ceux, d'ordre supérieur, de l'esprit chevaleresque, de la loyauté et du respect de l'ennemi propres aux plus hautes heures de l'Europe monarchique. »

Per una dottrina monarchica dello Stato

« Par « idée monarchique », nous n'entendons pas quelque chose de très général ni un attachement d'ordre sentimental, mais bien une précise et vigoureuse doctrine d'Etat. »

« Ce qui révolte particulièrement chez plus d'un monarchiste contemporain, c'est un manque de caractère qui les fait s'associer au conformisme démocratique. Tout le monde se dit démocrate, au point que, dans les polémiques, chacun prend soigneusement garde de se présenter comme le représentant de la « vraie » démocratie – comme le font du reste les communistes eux-mêmes mais avec plus de cohérence si l'on s'en tient à l'étymologie de ce mot. Or, la véritable idée monarchique devrait posséder une puissance révolutionnaire du fait qu'elle apparaîtrait avant tout comme un énergique et salutaire réactif vis-à-vis de la risible infatuation des douteuses figures du monde des politiciens et des agents de la subversion. Ceci aurait le remarquable avantage de réduire à néant les menées de ceux qui, dans ce climat général d'acquiescement bovin, n'hésitent pas à stigmatiser comme « fascisme » tout ce qui ne leur convient pas et s'oppose à leurs idéologies dévastatrices. »

Le Fascisme vu de droite

« L'Etat vrai sera, ensuite, orienté aussi bien contre le capitalisme que le communisme. Au centre de cet Etat, il y aura un principe d'autorité et un symbole transcendant de souveraineté. L'incarnation la plus naturelle de ce symbole est la monarchie. La nécessité de conférer un charisme à cette transcendance revêt une importance fondamentale. »



Le monarchisme fiumain

Ancien ardit (combattant de choc durant la Première guerre mondiale) puis pilote de chasse, écrivain et poète, Guido Keller est un des premiers « jeunes anciens combattants » à rejoindre d'Annunzio dans sa « Régence de Fiume ».

L'inaction lui pesant, il décolle de Fiume aux commandes de son avion le 14 novembre 1920 en direction de Rome. Très rapidement, l'affolement gagne les milieux politiques de la capitale où l'on craint que l'ex-as de l'aviation, l'intrépide ardit, ne

tente de bombarder le parlement italien ou quelque bâtiment public...

En fait de bombardement, Guido Keller lance de son avion une rose blanche sur le Vatican, sept roses rouges sur le Palais royal, le Quirinal, avec la dédicace suivante « A la Reine et au peuple d'Italie ». Et sur le parlement, un pot de chambre (dont certains prétendront qu'il était « garni ») accompagné du simple message: « Au Parlement italien, en mains propres ». Guido Keller repartira immédiatement pour Fiume où son retour sera fêté au milieu de l'hilarité générale...

• SR •

Les années noires

Les dictateurs n'aiment pas les Monarques c'est bien connu, sauf bien sûr lorsqu'ils parviennent à se hisser eux-mêmes sur le trône. Entre eux et les Rois c'est un peu le jeu du chat et de la souris, on cajole, on se poursuit, et de temps en temps on frappe, et même on tue.



Les exemples ne manquent pas, dans l'entre-deux guerres notamment, les régimes totalitaires auront eu à composer avec des dynasties encore influentes bien qu'affaiblies. Si le Reich allemand n'a guère de scrupules quant à ses propres princes, qui finiront nombreux dans les camps de concentration, il encourage volontiers les velléités monarchistes des pays objets de son appétit territorial. Peu de princes se laisseront toutefois prendre aux sirènes nazies, à l'image du Comte de Paris ou encore du Roi Michel de Roumanie. En Italie la situation est toutefois plus complexe, car si l'histoire et les mémoires ont retenu la figure de Benito Mussolini, c'est bel et bien au nom du Roi Vittorio Emanuele que les légions italiennes ont combattu de l'Éthiopie à la Russie, en passant par la Libye.

Dès le départ, l'alliance entre ces deux-là, l'ex-journaliste socialiste et l'héritier des Savoie, est apparue fragile. Son père assassiné par un anarchiste, le souverain italien est avant tout un adepte de l'ordre. Et si le Palais voit d'un bon œil les chemises noires remettre un peu d'ordre dans la maison, ils s'inquiètent vite de leurs débordements. Lorsqu'en 1922 les fascistes organisent leur Marche sur Rome, le Roi doit faire arrêter les chefs fascistes ou leur confier le pouvoir. Et en dépit du soutien de l'armée, il choisit finalement de nommer le *Cavaliere* Benito Mussolini à la tête du gouvernement. Une décision qui lui coûtera son trône, le Souverain se montre dès lors incapable d'empêcher la mainmise fasciste sur les tous les échelons du pouvoir. Vittorio Emanuele rêve-t-il aussi à une nouvelle Rome ? Toujours est-il qu'il ne bronche pas lorsque son pays se lance dans une aventure guerrière sans fin aux côtés de son allié allemand. Le Roi devient ainsi Empereur d'Éthiopie (1936) et Roi d'Albanie (1939), aux dépens des souverains légitimes de ces deux nations, alors qu'un neveu est hissé sur le trône de Croatie (1941). Certains princes brillent au feu, à l'exemple du Duc d'Aoste en Afrique orientale, mais bien vite le Roi est informé des difficultés militaires italiennes lorsque le conflit s'étend. L'état-major italien, majoritari-

rement monarchiste, cache de moins en moins son scepticisme devant les ambitions hitlériennes qui obligent l'Italie et ses forces armées à toujours plus d'efforts. Battu en Grèce puis en Afrique du Nord, Mussolini tente par tous les moyens de donner des gages aux allemands quitte à sacrifier ses meilleures troupes sur le front russe. Les dirigeants fascistes sont régulièrement sifflés aux actualités, alors que l'on continue d'applaudir la figure du Roi et du prince héritier. La femme de ce dernier, princesse de Belgique, sert d'émissaire auprès des alliés pour obtenir une paix séparée, et quelques mois plus tard le Roi choisit de démettre et d'emprisonner Mussolini avec le soutien du Grand conseil fasciste (le 14 juillet 1943). Et quelques semaines plus tard l'armistice est signé avec les alliés, à la grande fureur des allemands. Ces derniers occupent l'Italie et sa capitale Rome, désarment la plupart des troupes fidèles au Roi, et libèrent Mussolini qui prend la tête de la République Sociale Italienne (RSI) à Salò. Le Roi quant à lui, sous la protection des alliés, regroupe son gouvernement et ses partisans à Brindisi dans le sud du pays. La guerre civile débute. Baroud d'honneur des fidèles du Fascisme, ce conflit va faire plusieurs dizaines de milliers de morts de part et d'autre. Les monarchistes, dans les unités combattantes aux côtés des alliés ou dans la résistance, pourront dignement fêter la victoire lorsque, le 19 avril 1945, l'Italie est enfin libérée. Depuis un an déjà, le Roi, conscient de son implication dans un régime désormais honni, a délégué la plupart de ses pouvoirs à son fils Umberto nommé Régent. Et c'est en prévision du referendum sur le maintien de la monarchie qu'il choisit finalement d'abdiquer en sa faveur. Trop tard pour changer la donne, la république l'emporte le 2 juin 1946 à 54%. Et les monarchistes auront beau se plaindre de nombreuses fraudes, les Savoie, père et fils réunis, prennent la voie de l'exil.

Leurs descendants, l'actuel prétendant et son fils, ne seront autorisés à revenir qu'en 2002.

• Khemara •



La monarchie italienne dans la Résistance

Il n'est pas aisé d'écrire sur la résistance royaliste italienne et je me suis demandé si je ne devais pas de l'argent au rédacteur en chef pour qu'il me confie cette mission.



Tout d'abord nous sommes confrontés à la pauvreté des sources en français, il suffit pour s'en convaincre de faire une recherche en tapant « résistance + Italie + roi » et de voir le résultat. Notre nombrilisme traditionnel n'est sûrement pas étranger à cette situation. D'autre part nous devons nous méfier de différents filtres de lecture de l'histoire comme par exemple notre sentiment de supériorité par rapport à nos amis transalpins ou notre tendance à penser l'histoire des autres comme la nôtre. Il faut aussi prendre en compte la réécriture des événements qui a eu lieu depuis 1945, réécriture idéologique principalement. Celle-ci peut être le fait du PCI, des groupes de gauche extraparlamentaire au cours des années 60-70 pour justifier la lutte armée comme une prolongation de la résistance — il fallait que la résistance fut rouge, des Alliés cherchant à faire oublier des éléments troubles, ou même de la Démocratie Chrétienne dont les membres avaient aussi des taches sur leur passé et du Vatican qui avait des comptes à régler avec la maison de Savoie. La république, établie en 1948, se proclame comme « construite sur l'histoire de la Résistance », la Résistance ne peut donc être monarchiste, CQFD. Enfin il existe une spécialité italienne qui se combine à la précédente, la Diéthrologie, inventée pour réexpliquer les Années de Plomb. C'est la capacité à réécrire le passé en fonction de la situation actuelle et des faits récents pour faire rentrer le tout dans de fumeuses théories du complot. Le terme même de résistance est d'une utilisation tardive et apparaît après-guerre par mimétisme avec la France, les Italiens parlent plutôt de Guerre de Partisans ou de guerre de libération nationale, voire de guerre patriotique. Le terme commun est généralement celui de partisan. Les chiffres à disposition montrent une faiblesse numérique de l'engagement puisqu'il est estimé à 280.000, en se rappelant que le phénomène ne touche que le Nord de l'Italie. L'addition de ceux qui ont clairement choisi leur camp est de quatre millions sur quarante-quatre.

A quoi résiste-t-on ?

Au fascisme ? Il faut alors remonter aux années 20 et 30 et citer l'Alliance Nationale, ce qui est drôle compte tenu des utilisations récentes de ce nom. Ce mouvement voulait voir la monarchie rompre avec le fascisme, regrettant entre autre que Mussolini empiète sur les prérogatives royales et souhaitant rétablir les libertés. Ses membres furent emprisonnés et condamnés avant que le poète Lauro De Bosis (1901-1931) ne meure aux commandes de son avion après avoir jeté des tracts antifascistes et pro-monarchistes au-dessus de Rome. Pendant ce temps Togliatti et l'ensemble du Comité central du PCI signèrent l'appel aux fascistes : « Pour le salut de l'Italie, réconciliation du peuple italien ! La cause de nos maux vient du fait que l'Italie est dominée par une poignée de grands capitalistes. (...) Seule l'union fraternelle du peuple italien obtenue par la réconciliation entre fascistes et non fascistes pourra abattre la puissance des requins dans notre pays. (...) Les communistes adoptent le programme fasciste de 1919, qui est un programme de paix, de liberté, de défense des intérêts des travailleurs. Peuple italien, fascistes de la vieille garde, jeunes fascistes, luttons ensemble pour la réalisation de ce programme ! ». Il exista également des réseaux informels monarchistes au sein de l'armée, qui se révéleront après l'armistice de 1943 et le retournement des alliances.

Après l'armistice, les partisans vont s'opposer à l'occupation nazie ainsi qu'à la RSI, République Sociale Italienne dite de Salò, utilisée comme supplétive par les allemands, ce qui explique sa topographie exclusivement nordiste. Ils font aussi



face à des incursions de tous les camps yougoslaves et il existe aussi des troupes russes auxquelles les allemands avaient promis l'instauration d'un Kosakenland dans le nord de l'Italie. Les monarchistes ne furent alors pas les derniers à vouloir libérer le sol de la Mère Patrie, d'autant que les fiefs historiques et sentimentaux de la maison de Savoie étaient occupés. Les communistes et les autres gauchistes voient dans cette lutte une guerre contre la classe dirigeante, ce qui reste à prouver et est totalement assujéti à leur vision dogmatique de l'histoire.

Dans cette guerre de libération, qui résiste ?

unité complète fut liquidée avec l'aide des Titistes, le frère de Pasolini fit partie des victimes. Ce massacre reste toujours un

des événements les plus honteux de cette fin de guerre qui vit les communistes éliminer à tour de bras, rendant l'après-guerre d'autant plus violente et incertaine. Mais comme dans cette période rien n'est simple et qu'imbroglio est un mot italien, le chef de la 52^{ème} Brigade Garibaldi, Pedro ou Pierluigi Bellini Delle Stelle (1920-1984) qui arrête Mussolini est un noble toscan, pro-monarchiste, il pense le livrer aux Alliés pour un procès de Nuremberg. Valerio dont l'identité reste trouble mais qui est vraisemblablement Luigi Longo, futur secrétaire général du PCI, le récupère pour l'exécuter, évitant ainsi les sujets qui fâchent.



Une mémoire qui flanche

Comme nous l'avons vu plus haut, l'élimination fut physique mais ensuite mémorielle, il n'y avait pas de place pour des résistants monarchistes dans la nouvelle république italienne, ils furent alors sagement classés dans les rangs

Tout d'abord des éléments de l'armée qui refusent de se rendre aux allemands ou de rompre leur serment de fidélité au Roi. Des combats eurent lieu, dont certains dans les zones du Sud-Est français occupées par les italiens, pour désarmer les unités « rebelles ». Des armes, des hommes et même certaines unités passeront à la clandestinité, le plus souvent en rejoignant le nord de l'Italie. Dans ces unités, les monarchistes sont bien présents et actifs et on citera en particulier le Front Clandestin Militaire de Rome, bras armé de Badoglio au sein de la résistance romaine.

de la D.C. Il faut retenir également la faiblesse de l'organisation politique des monarchistes avant et pendant la guerre, ce qui les effaça des organes directeurs comme le Comité de Libération nationale. L'attitude du Roi, souvent timorée voire versatile n'a pas aidé. Il ne s'est jamais posé comme une figure de proue de l'opposition au fascisme ou de la guerre patriotique, cherchant plutôt à faire oublier sa proximité avec l'ancien régime et à sauver les meubles. Il existe cependant aujourd'hui des historiens qui se livrent à une nouvelle lecture de cette période, ce qui devrait permettre de sortir de l'ombre ses combattants.

Les services de renseignements se scindent et une partie épaula les alliés dans les actions clandestines derrière les lignes, aidés par le SOE britannique ou l'OSS américaine. Issus souvent des SR militaires, ils comportent de nombreux partisans du Roi. Malheureusement pour eux, la fin de la guerre est marquée par une aide presque exclusive des anglo-saxons aux communistes et à leurs alliés, un peu sur le modèle yougoslave et le lâchage de Mihailovic.

Les brigades des Flammes Vertes, originaires de Brescia, sont décrites clairement comme catholiques et par certains comme monarchistes. Elles sont le principal concurrent en effectif et efficacité des Brigades garibaldiennes des rouges. Si certains tombent sous les balles des SS ou des brigades noires, d'autres dirigeants comme Mario Simonazzi ou Morelli sont éliminés par les communistes. L'histoire de la Brigade Osoppo, d'inspiration officiellement monarchiste, est tout aussi tragique. Elle va compter sept bataillons puis s'étoffer jusqu'à la fin de la guerre, mener de rudes combats, libérant certains territoires et tentant de les administrer, administration souvent mise en échec par les communistes. Outre les allemands et les soldats de la RSI, ils durent combattre 40.000 cosaques de l'Armée Russe de Libération de l'Ataman Domanov (photo). Ils poussèrent néanmoins leur avantage jusqu'à certaines vallées de la Slovénie. La fin de la guerre vit un engagement armé des communistes pour les éliminer physiquement. Le sommet de cet affrontement fut le massacre de Porzus au cours duquel une



• Toubib •

Giovanni Guareschi

« Je suis monarchiste parce qu'il n'y a plus de Roi »

Emprisonné par les fascistes, déporté par les allemands, combattu et honni par les communistes, envoyé un an en prison par les Démocrates-Chrétiens, stipendié par Pasolini, écrivain italien contemporain le plus traduit, vendu et lu, son personnage principal est mondialement connu. Giovanni Guareschi (à droite avec Fernandel) fut aussi et d'abord un royaliste de combat.



Si en France nous connaissons surtout Don Camillo comme un personnage édulcoré dans sa version cinématographique, voire même publicitaire, l'auteur est aussi connu en Italie pour ses prises de position et ses combats monarchiques. Né en 1908, il s'était orienté par défaut vers le journalisme. En 1942, il exprime trop fort ses sentiments sur le Duce après quelques libations. Il doit reprendre du service dans l'armée pour sortir de prison. Après l'armistice de 1943, il refuse de rompre son serment de fidélité au Roi et les Allemands l'envoient visiter la Pologne par les camps. A son retour, il fonde un journal satirique, pro-monarchiste, *Candido*, et milite énergiquement lors du referendum de 1946. Il dénoncera sans relâche jusqu'à la fin les infractions qui ont entaché le scrutin. Il crée alors son personnage de Don Camillo dans son village de Brescello, synthèse d'une Italie déchirée et en reconstruction. Son anticommunisme l'amène à soutenir la DC lors des élections cruciales de 1948, devenant la cible du PCI. Cependant il s'éloigne très vite de la DC qui le fera condamner deux fois pour des délits de presse. De Gasperi, un des « pères » de l'Europe politique, l'enverra même un an en prison, lui faisant l'honneur d'être le premier journaliste écroué dans l'Italie d'après-guerre. Bien qu'il ait prêté son physique à Peppone (ci-dessus), son héros reste ce prêtre batailleur, issu du maquis, intraitable mais respectueux de ses adversaires et même de l'ennemi pendant la guerre, il converse avec le Christ, fume des cigare — sûrement toscans — et méprise clairement les Démocrates-Chrétiens. Les romans sont plus profonds et subtils que les films. Même si Don Camillo ne s'exprime pas clairement comme monarchiste, certains silences sont éloquentes. Les allusions directs au Roi existent. Nous citerons une nouvelle émouvante dite de « L'innocent » où un vieux SDF fait dire une messe à la mémoire du Roi avant d'être massacré par la foule,

une autre, plus comique, du « Haut Parleur » où Peppone emporté par sa fougue finit son discours par une exaltation guerrière patriotique et monarchique, et enfin l'affaire de Mme Cristina, « la vieille institutrice » qui demande à aller au cimetière avec son drapeau, celui du Roi. Pour le permettre, Peppone en tant que chef du Parti menace de passer par la fenêtre tout opposant à cet enterrement, même et surtout ses alliés et amis politiques. Le village verra donc Mme Cristina aller à l'église portée par la section du Parti, foulard rouge au cou, comme une image de l'Italie rassemblée autour du drapeau du Roi.

Guareschi sera aussi enterré avec son drapeau mais aucun officiel de la république ne fera le déplacement ou ne publiera un communiqué, malgré son succès et sa renommée. Un timbre ne sera finalement édité qu'à la fin des années 2000. Son Roi lui avait déjà depuis longtemps décerné les honneurs dus à son talent, sa fougue et son dévouement.

Mais aller au cimetière avec le drapeau du Roi et accompagné par Enzo Ferrari, c'est ça la vraie classe.

« - Quelle démocratie ! Les rois ne se renvoient pas, répondit péremptoirement la vieille.

- Excusez-moi, répondit Peppone tout confus.

Et que pouvait-il répondre »

• Toubib •



LA TOILE VOUS PLAÎT ?

IL EXISTE UN MOYEN DE LE MONTRER...

Participez au financement et au développement de votre journal ; permettez-lui de devenir bimestriel en effectuant un don en-ligne sur :

<http://latoile.monarchiste.com>

Le mouvement monarchiste italien depuis 1945

L'urgence pour les monarchistes italiens se présente en 1945 sous deux angles d'attaque : limiter d'abord l'impact électoral attendu pour les futures élections constituintes et surtout, d'autre part, remporter le référendum du 2 juin 1946 portant sur la forme constitutionnelle du régime.



Le *Blocco Nazionale della Libertà* (BNL — Bloc National de la Liberté) est une coalition électorale qui se constitue au début de l'année 1946 pour affronter la double échéance du référendum du 2 juin 1946 et des élections à l'Assemblée constituante.

D'inspiration conservatrice et monarchiste, violemment anti-communiste, le *Blocco Nazionale della Libertà* est constitué de trois petites formations politiques monarchistes : le *Partito Democratico Italiano* (PDI — Parti Démocratique Italien), la *Concentrazione Nazionale Democratica Liberale* (CNDL — Concentration Nationale Démocratique Italienne) et le *Centro Democratico* (CD — Centre Démocratique).

Devant la double défaite de juin 1946, avec d'une part la victoire républicaine au référendum du 2 juin et d'autre part le score modeste réalisé par le *Blocco Nazionale della Libertà* aux élections à l'Assemblée constituante avec 637.328 voix (2,77%) et 16 sièges, le BNL explose dans les semaines qui suivent.

Une très large majorité constituée, derrière Alfredo Covelli, le Président de la CNDL, le *Partito Nazionale Monarchico* (PNM — Parti National Monarchiste) tandis qu'une minorité rejoint les rangs du *Partito Liberale Italiano* (PLI — Parti Libéral Italien) qui avait lui-aussi appelé à voter en faveur de la monarchie lors du référendum du 2 juin 1946.

Le Partito Nazionale Monarchico

Tandis que le *Partito Liberale Italiano* (PLI — Parti Libéral Italien) se rallie lentement à l'idée d'une république conservatrice dominée par la Démocratie Chrétienne, la majeure partie des monarchistes italiens rejoint le *Partito Nazionale Monarchico* (PNM — Parti National Monarchiste) constitué immédiatement après le référendum du 2 juin et les élections à l'Assemblée constituante italienne.

Ainsi, dès la fin de ce mois de juin 1946, la réunion de différents groupes monarchistes dont le *Blocco Nazionale della Libertà* (BNL — Bloc National de la Liberté), l'*Alleanza Monarchica Italiana* (AMI — Alliance Monarchiste Italienne), le *Movimento Democratico Monarchici Italiani* (MDMI — Mouvement Démocratique des Monarchistes Italiens), une fraction du *Partito Democratico*

Italiano (PDI — Parti Démocratique Italien) ainsi que quelques transfuges du *Fronte del l'Uomo Qualunque* (UQ — Front de l'Homme Quelconque), constitua un parti monarchiste unifié sous la présidence d'Alfredo Covelli, député du BNL, le *Partito Nazionale Monarchico*.

Les élections de 1948 s'avèrent cependant bien décevantes pour le nouveau parti qui ne recueille que 729.078 voix (2,78%) et 14 sièges à la Chambre ainsi que 451.192 voix (2%) et 4 sièges au Sénat.

Pourtant, dès l'année suivante, à l'occasion des élections régionales partielles en Sardaigne, le PNM crée un mini-séisme électoral en arrivant troisième avec 11,6% des voix et 7 sièges.

En 1951, le PNM confirme sa bonne forme lors des élections régionales en Sicile, se classant quatrième avec 204.256 voix (9,6%).

Enfin, lors des élections municipales de 1952, le PNM génère une surprise de taille en emportant la mairie de Naples grâce à l'élection triomphale de l'armateur Achille Lauro avec 147.933 voix et 38 sièges de conseillers municipaux contre seulement 15 aux démocrates-chrétiens et 10 aux communistes.

Les élections de 1953 sont aussi un succès, puisque le PNM devient le quatrième parti italien avec 1.855.842 voix (6,85%) et 40 députés. Au Sénat, le PNM obtient 1.582.653 voix (6,51%) et 14 sièges, auxquels viennent s'ajouter deux sénateurs monarchistes indépendants qui, élus dans le Piémont et les Abruzzes, réunissent 150.140 voix soit 0,61%.

La crise

Mais d'importants désaccords apparaissent bientôt entre le bouillant sénateur-maire de Naples, Achille Lauro, et le patron du PNM, Alfredo Covelli, sur la question des alliances électorales.

Lauro, qui envisage de composer avec la Démocratie Chrétienne à la mairie de Naples pour contenir les communistes, penche pour une alliance au centre-droit ; Covelli préférerait nouer des alliances à droite, notamment avec le *Movimento Sociale Italiano* (MSI).

La crise entre dans une phase aigüe au terme de laquelle Lauro claque la porte du PNM et fonde, le 2 juin 1954, son propre parti, le *Partito Monarchico Popolare* (PMP — Parti Monarchiste Populaire).

Dès lors les deux mouvements vont se livrer à une guerre implacable qui aboutira à une débâcle attendue lors des élections de 1958, le *Partito Monarchico Popolare* remportant une victoire à la Pyrrhus avec 776.942 voix (2,63%) et 14 députés contre le PNM, 659.865 voix (2,23%) et 11 députés. La leçon est encore plus rude au Sénat où le PMP obtient 773.959 voix (2,96%) et 5 sièges, contre 510.823 voix (1,95%) et 2 sièges au PNM.

La dynamique électorale des monarchistes italiens semble définitivement enrayée...

La réunification et la fin du PNM

Devant la gravité de la situation, les dirigeants des deux partis rivaux se rencontrent et conviennent d'une réunification. C'est ainsi que le *Partito Democratico Italiano di Unità Monarchica* (PDIUM — Parti Démocratique Italien d'Unité Monarchiste) succède en 1961 au *Partito Democratico Italiano* (PDI — Parti Démocratique Italien) fondé deux ans plus tôt par la fusion du *Partito Nazionale Monarchico* (PNM — Parti National Monarchiste) d'Alfredo Covelli et du *Partito Monarchico Popolare* (PMP) d'Achille Lauro afin de tenter d'enrayer l'effritement électoral des monarchistes italiens.

Une fraction du PMP hostile à la réunification crée cependant, sous la conduite d'Antonio Cremisini, un éphémère *Movimento Monarchico Italiano* (MMI – Mouvement Monarchiste Italien) qui finira par rejoindre les rangs du MSI.

L'impossible redressement

Pourtant, malgré l'unité retrouvée, rien n'y fait. Les élections locales sont un grave échec sauf à Naples où avec près d'un tiers des suffrages, le sénateur Achille Lauro parvient à conserver la mairie.

Lors des élections générales de 1963, le *Partito Democratico Italiano di Unità Monarchica* ne recueille que 536.991 voix (1,75%) et 8 députés, et 429.339 voix au Sénat (1,56%) et 2 sénateurs seulement.

Les élections de 1968 marquent un nouveau tassement avec 414.423 voix (1,3%) et 6 députés à la chambre, 308.916 voix (1,08%) et deux sièges au Sénat.

La dissolution du PDIUM

Après les élections provinciales et locales de 1971 qui ont vu le PDIUM perdre la quasi-totalité de ses conseillers locaux (même à Naples, le score n'est plus « que » de 9,2%), le Conseil national du PDIUM décide de fusionner avec le MSI sous le nouvel intitulé de *Movimento Sociale Italiano — Destra Nazionale* (MSI-DN – Mouvement Social Italien-Droite Nationale). Ce fut chose faite le 10 juillet 1972.

Près d'un quart du Conseil national du PDIUM refusa cependant cette fusion et constitua l'*Alleanza Monarchica* (AM – Alliance Monarchiste).

L'Alleanza Monarchica



Cette minorité du PDIUM, initialement organisée sous le nom d'*Alleanza Nazionale Monarchica* (ANM), reprochait en effet au MSI de se poser en héritier de la République Sociale Italienne de Mussolini et d'avoir contribué au renversement de la monarchie italienne lors du référendum du 2 juin 1946.

L'*Alleanza nazionale monarchica* poursuivit donc la publication du journal *Italia Reale* tout en maintenant, voire en développant les anciens fiefs politiques des monarchistes italiens (Naples, Turin, Sardaigne, etc.).

La mort en exil du dernier roi régnant Umberto II, en 1983, porta un coup sensible aux activités et au dynamisme de l'*Alleanza Monarchica* qui entama une traversée du désert d'une dizaine d'années.

Renouveau

En 1993 cependant, l'*Alleanza* devint le point de convergence et de rencontre de plusieurs petits groupes et clubs monarchistes. Constituée en parti politique, elle abandonna le terme « *nazionale* » afin de ne pas créer de confusion avec l'*Alleanza Nazionale* issue du MSI, fondée cette même année 1993 par Gianfranco Fini.



1861 > 2011 > >

150° anniversario Unità d'Italia
proclamazione del Regno d'Italia

Messina, Largo Seggiola, giovedì 17 marzo 2011, ore 10,00.

Evento organizzato dalla Federazione regionale per la Sicilia
di Alleanza Monarchica - Stella e Corona.

www.alleanza-monarchica.com

www.alleanzamonarchicasicilia.blogspot.com



L'*Alleanza Monarchica* est présidée par Roberto Vittucci Righini avec l'avocat Massimo Mallucci au poste de Secrétaire général. Défendant l'idée d'une monarchie constitutionnelle, elle se présente régulièrement aux élections sous l'étiquette *Stella e Corona* (Etoile et Couronne) et dispose de quelques élus locaux. Lors des élections européennes de 2009, elle avait conclu un accord électoral avec les Français de l'Alliance royale.

Elle soutient les prétentions du Duc Amédéo de Savoie Aoste sur le trône d'Italie.

Les jeunes de l'AM sont organisés au sein de l'*Alleanza Monarchica Giovani*.

L'*Alleanza monarchica* est membre de la Conférence monarchiste internationale.

Résultats électoraux

Outre sa participation à l'élection européenne de 2009, l'*Alleanza Monarchica* a également participé à des scrutins locaux comme aux municipales du 13 juin 2004 où elle présenta une liste dans la province de Ligurie en réunissant 500 voix à San Remo (1,05%), 263 voix à Santa Margherita (3,6%), 436 voix à Gênes (0,1%) ou la même année aux élections provinciales de Gênes où elle obtint 780 voix (0,2%).

Lors des élections municipales de mai 2011, la liste Monarchie et Tradition conduite par Stéfano Di Martino a obtenu moins d'1% des voix.

• Sylvain •

A lire sur le référendum du 2 juin 1946 :

http://wiki.sylm.info/index.php/Référendum_du_2_juin_1946

Les mouvements monarchistes

Unione Monarchica Italiana



L'Unione Monarchica Italiana (UMI — Union Monarchique Italienne) est un mouvement italien transversal aux partis politiques, dont le principe fut initié en 1944 sous le règne de Vittorio Emanuele III. Il naquit cependant officiellement le 1^{er} octobre 1945 à Florence, à l'occasion de son premier congrès.

La première grande bataille de l'UMI fut de mener la campagne en faveur de la monarchie à l'occasion du référendum du 2 juin 1946 derrière son président, Tullio Benedetti. Partisan du maintien d'Humbert II à la tête de l'Italie, il fit alliance avec des petits mouvements royalistes pour fonder le Bloc National de la Liberté. Lors des élections du 12 juin 1946, il obtint 16 sièges sur 556 au Parlement. Ce même jour, 54% des italiens se prononçaient pour l'abolition de la monarchie contre 46% en faveur du Roi. Par la suite, l'UMI continua son combat en faveur de la restauration de la monarchie et se maintint dans des scrutins locaux tout en se concentrant sur la défense du roi Umberto II en exil, la sauvegarde du patrimoine monarchique italien et la promotion de l'idée d'une monarchie parlementaire, patriotique et démocratique, incarnation de la nation italienne.

La mort en exil du roi Umberto II en 1983 et celle de Louis Benedetti (1898-1978, frère de Tullio) portèrent un coup terrible à l'Unione Monarchica Italiana dont les activités s'engourdirent alors quelque peu.

En 2002, avec l'élection d'un nouveau président, Gian Nicola Amoretti, secondé par le journaliste Sergio Boschiero, leader du FMG de 1962 à 1972 et déjà Secrétaire général depuis les années 60, le mouvement connut un redémarrage spectaculaire.

L'Unione Monarchica Italiana dispose d'une organisation de jeunesse, le *Fronte Monarchico Giovanile* (FMG — Front Monarchiste Jeune), membre de la Conférence Monarchiste Internationale, de l'agence de presse FERT qui publie un bulletin du même nom et d'une maison d'édition.

L'UMI a longtemps joué un rôle unificateur dans le paysage monarchiste italien. Soutenant le gouvernement actuel, le mouvement s'est également prononcé en faveur du Duc d'Aoste comme prétendant à la couronne d'Italie.

Le 23 août 2010, suite à l'hospitalisation en urgence de Gian Nicola Amoretti, l'UMI a élu un nouveau Président par intérim en la personne d'Alessandro Sacchi.

En savoir plus : <http://www.monarchia.it>



Movimento Monarchico Italiano

Un second *Movimento Monarchico Italiano* (après l'éphémère tentative d'Antonio Cremisini en 1961) voit le jour à l'issue d'un congrès de l'Unione Monarchica Italiana (UMI — Union Monarchiste Italienne) les 26 et 27 octobre 1984. Une partie des congressistes décide alors de rénover la vieille UMI et de constituer une nouvelle formation plus dynamique.



C'est en octobre 1985 que le premier congrès du MMI, réuni à Rome, approuve ses statuts, désigne ses instances de direction et confirme Carlo Galimberti à la présidence. L'année suivante, à l'occasion du quarantième anniversaire du référendum du 2 juin 1946, le MMI voit venir à lui quelques figures historiques du royalisme italien comme Alfredo Covelli ou Edgardo Sogno.

Le *Movimento Monarchico Italiano* a su se construire une place politique originale au sein de la vie publique italienne. Présidé par Francesco Garofalo Modica et dirigé par Alberto Claut (photo), il dispose d'un périodique mensuel, *Opinioni Nuove*, et d'une organisation destinée aux jeunes, le *Movimento Giovanile Monarchico* (MGM — Mouvement Jeune Monarchiste).



Par ailleurs, le MMI est la seule organisation monarchiste italienne à pouvoir encore se prévaloir d'une représentation parlementaire en la personne de Giustina Mistrello Destro, élue en 2008 sur une liste de *Forza Italia*.

En 2000, le MMI a conclu un accord avec le quotidien libéral-conservateur *Libero* qui lui ouvre largement ses colonnes.

Le *Movimento Monarchico Italiano* est adhérent à la Conférence Monarchiste Internationale.

En savoir plus : <http://www.monarchici.org>



Les mouvements monarchistes

Democrazia Reale

Questions à Alessandro Bocchia*

La Toile : Pouvez-vous nous parler en quelques mots de votre mouvement et de ses principales activités ?



Democrazia Reale

Alessandro Bocchia : *Democrazia Reale* se veut le porte-parole des idées monarchistes et tente de les diffuser grâce à divers relais comme les forums et les associations de la vie civile à tous niveaux, monarchistes ou pas. Nous pensons qu'il vaut mieux parler de l'idéal monarchiste à ceux qui ne les connaissent pas ou qui en parlent sans les connaître qu'aux monarchistes eux-mêmes.

LT : Quelle est votre vision de la monarchie au XXI^{ème} siècle ?

AB : Une monarchie de type espagnol, une monarchie qui unirait tous les italiens et pas uniquement les monarchistes.

LT : A votre avis, quel est le scénario le plus probable pour une restauration de la monarchie en Italie ?

AB : Un véritable renouveau, avec en toile de fond la défense de certaines valeurs, ce qui permettrait aux italiens de s'unir face à l'échec des institutions républicaines et leur incapacité à trouver des solutions aux problèmes actuels tels que la sécurité, l'emploi, la moralité, etc.

Cependant, il existe un obstacle de taille à la restauration de la monarchie en Italie : les monarchistes eux-mêmes, trop divisés entre partisans des Savoie, des Aoste, des Bourbon et des Habsbourg. La plupart d'entre eux sont malheureusement plus intéressés par les querelles dynastiques ou la possibilité d'apparaître dans les soirées et autres cérémonies que d'aller sur le terrain mouiller leur chemise au côté du commun des mortels. Il serait temps de leur expliquer que la monarchie ne se résume pas à de simples soirées mondaines passées à siroter le thé.



*Alessandro M. Segnini Bocchia di San Lorenzo
Presidente Democrazia Reale

En savoir plus :

<http://www.democraziareale.it>

http://wiki.sylm.info/index.php/Democrazia_Reale

Tricolore Italia

Questions à Alberto Casirati*

LT : Pouvez-vous nous parler en quelques mots de votre mouvement et de ses principales activités ?

Alberto Casirati : *Tricolore Italia* est une association culturelle qui a pour but de promouvoir la monarchie grâce aux moyens de communication modernes tels qu'Internet. Nous publions un mensuel à vocation internationale en téléchargement gratuit (261 numéros à ce jour), des numéros spéciaux comme la série des Cahiers du Risorgimento dédiée au renouveau italien, y compris les cérémonies du 4 novembre 1918, ou des lettres d'information quotidiennes à l'attention de nos adhérents (6600 ont été publiées à ce jour). *Tricolore Italia* est régie par un comité central qui se charge de coordonner et de vérifier les publications, les projets culturels des autres associations implantées localement.



LT : Quelle est votre vision de la monarchie au XXI^{ème} siècle ?

AC : Nous pensons qu'avec la crise institutionnelle qui secoue l'Italie actuellement, le retour de la monarchie est plus qu'évident. Les Italiens sont conscients de la réalité de la situation et ils ont compris que le système républicain était à bout de souffle. La seule solution à la nécessité de réformer le système est la restauration d'une monarchie constitutionnelle et démocratique, dirigée par les Savoie.



LT : A votre avis, quel est le scénario le plus probable pour une restauration de la monarchie en Italie ?

AC : C'est difficile à dire car la situation est confuse. Il est certain que le désir de changement est très fort parmi le peuple et cela peut être un facteur de réussite. Le rôle des associations culturelles monarchistes en Italie est de fait très important pour éduquer les italiens car peu d'entre eux savent ce qu'est réellement une monarchie constitutionnelle.

*Alberto Casirati
Presidente Tricolore Italia

En savoir plus :

<http://www.tricolore-italia.com>

http://wiki.sylm.info/index.php/Tricolore_Italia



AFRIQUE



lu-Natal).

Afrique du Sud, le 31 mai 2011 : Le parti royaliste zoulou National Freedom Party issu d'une scission avec l'Inkhata Freedom Party (I.F.P.) a signé un accord de coalition avec le parti au pouvoir, l'African National Congress. L'I.F.P. perd désormais le contrôle du Zoulouland (ou Kwazulu-Natal).



Afrique du Sud, le 26 juillet 2011 : La Princesse Noma Xhosa a décidé de remettre en cause la nomination du Roi Zwelondeke Sigcawu (photo, au pouvoir depuis 2009) comme Roi des Xhosa, au motif qu'elle est la sœur aînée du souverain et donc son égale devant la loi de succession. La justice locale a été saisie de cette affaire alors que le Conseil du Royaume précise que seuls les hommes peuvent accéder au trône Xhosa.

Côte d'Ivoire, le 24 mai 2011 : Le Royaume du Sanwi a organisé des cérémonies en l'honneur de l'investiture officielle d'Alasanne Ouattara comme Président de la République et prétendant au trône de l'Empire de Kong.

Libye, le 8 juin 2011 : Le Prince Mohamed Sayed Senoussis a demandé à Mouammar Kadhafi, via un entretien accordé à Iranian.com, de bien vouloir abandonner le pouvoir et indiqué qu'il ne ressentait aucune haine envers lui.



par les manifestants.

http://wiki.sylm.info/index.php/Royaume-Uni_de_Libye



Maroc, le 17 juin 2011 : Le Roi Mohammed VI (photo) a annoncé une série de réformes qui devra être approuvée par référendum, comprenant notamment une nouvelle constitution et une modification des modalités de nomination du Premier Ministre — issu obligatoirement du parti majoritaire au Parlement et non plus choisi par le Roi. Ce dernier conservera les affaires de justice et de religion (il possède le statut d'*Amir Al Mouminine*, Commandeur des Croyants). Le Mouvement du 20 février, qui se veut dans la ligne droite des mouvements égyptiens et tunisiens et qui rassemble environ 15.000 personnes lors de manifestations quotidiennes, a appelé à manifester, réclamant l'établissement d'une monarchie constitutionnelle. Ce mouvement est souvent accusé d'être torpillé par les islamistes ou les partis de gauche. Jusqu'à présent, ces manifestations n'ont fait qu'un seul mort dans la ville de Safi. Le 1^{er} juillet, 98% des votants ont validé le projet de constitution.



Ouganda, le 3 juillet 2011 : L'Association des Chefs tribaux du Royaume du Bouganda a demandé au Roi Mutebi II (photo) que les sites culturels du royaume gérés par l'état fédéral soient désormais sous le contrôle du Roi afin d'empêcher les détournements de fonds. Le Roi Mutebi II réclame en outre depuis avril la libération de quarante royalistes toujours emprisonnés à Luzira depuis les événements de 2009, que le gouvernement qualifie toujours de tentative de coup d'état royaliste.



Rwanda, le 24 mai 2011 : Le Roi Kigeri V (photo) a exprimé ses inquiétudes sur la violation flagrante des droits de l'Homme dans son pays. Le régime du Président Kagame a offert à plusieurs reprises de revenir au monarque exilé mais celui-ci a toujours refusé car il estime être le Roi légitime du Rwanda. La constitution actuelle du pays ne mentionne pas de possibilité de retour de la monarchie.

http://wiki.sylm.info/index.php/Parti_royaliste_Rwandais



Swaziland, le 31 mai 2011 : Devant la contestation organisée par des manifestations de l'opposition et la crise socio-économique que traverse le pays, le Roi Mswati III (photo) a décidé d'annuler les cérémonies prévues pour son jubilé d'argent.

Swaziland, le 8 septembre 2011 : La police a violemment réprimé une manifestation d'un millier de personnes en arrêtant plusieurs leaders de l'opposition swazi et sud-africaine venus apporter leur soutien aux opposants.

AMÉRIQUES



Brésil, le 24 août 2011 : Interrogé à propos de la monarchie, le Prince Joao Henrique de Bragança-Orléans dit « Joaozinho » (photo), âgé de 57 ans, s'est prononcé en faveur du rétablissement d'une monarchie de type parlementaire tout en minimisant le conflit dynastique qui oppose la branche Vassouras à celle de Petrópolis — dont il reconnaît les prétentions. Il a en outre fustigé les monarchies républicaines qui se développent à travers le continent sud-américain et la corruption qui sévit au Brésil.



Brésil, le 15 septembre 2011 : L'Institut Impérial Brésilien (I.I.B.) a remis la médaille du Mérite Civique et Culturel aux Princes Luis-Gastaô et Bertrand de Bragança-Orléans (photo). Durant tout le mois de septembre, le Prince Bertrand a mené une campagne en faveur des Indiens et de la préservation de l'écosystème amazonien.



Canada, du 1^{er} au 10 juillet : Visite du Duc et de la Duchesse de Cambridge au Canada. William et Catherine d'Angleterre (photo) ont reçu un vibrant hommage de centaines de milliers de monarchistes venus les accueillir à leur arrivée sur le sol canadien. Un voyage marqué par un discours en français du jeune Prince que les indépendantistes Québécois ont tenté vainement de perturber en déployant une banderole aérienne sur laquelle était inscrit « Vive le Québec Libre ».

ASIE



Afghanistan, le 19 juillet 2011 : Une délégation de vingt personnes conduite par le député monarchiste Sayed Ishaq Gailani (photo) a été envoyée par le gouvernement afghan pour négocier avec son voisin pakistanais des accords visant à mettre en place des moyens de lutte contre les talibans.

http://wiki.sylm.info/index.php/Nahzat-e_Hambastagi-ye_Melli-ye_Afghanistan

Vous avez connaissance d'une information concernant le monarchisme dans le monde ? Partagez-la avec les lecteurs de La Toile en la communiquant à veille@monarchiste.com



Arabie Saoudite, le 6 août 2011 : La sécurité du palais du Ministre de l'intérieur a abattu un homme qui avait ouvert le feu sur le palais et en a arrêté un autre. Ils sont soupçonnés d'appartenir à une mouvance d'Al Qaïda. Le Ministre de l'Intérieur est le Prince Nayef Ben Abdul Aziz (photo), 70 ans, second dans l'ordre de succession au trône. Son fils, vice-ministre, avait échappé à un attentat en 2009.

Bahreïn, le 2 juillet 2011 : Le Parti Chiïte Wefaq a annoncé sa participation au dialogue national et réintégré ses 18 députés au parlement. Le 16 juillet une manifestation chiïte a rassemblé 30.000 personnes à Manama.

Bahreïn, le 1^{er} août 2011 : Manifestation d'environ 10.000 personnes de l'opposition chiïte lors des funérailles d'un adolescent tué lors d'une précédente manifestation contre le régime royaliste.

Cambodge, le 5 juillet 2011 : Le Roi S.M. Norodom Sihamoni a célébré en compagnie du Premier Ministre français, Mr Fillon, la fin de la rénovation du temple de Baphuon dont le chantier avait été commencé en 1995.



Cambodge/Thaïlande, le 18 juillet 2011 : La Cour Internationale de Justice (C.I.J.) ordonne aux deux pays de retirer leurs troupes des zones proches du Temple Khmer de Preah Vihear (photo) à l'origine d'accrochages meurtriers entre les deux royaumes. Une zone démilitarisée provisoire a été définie par la C.I.J.



Cambodge, le 3 août 2011 : L'ancien Roi Norodom Sihanouk (photo), 88 ans, est retourné en Chine pour suivre un nouveau traitement médical. Son fils, le Roi Norodom Sihamoni et le Premier Ministre Hun Sen l'ont accompagné à l'aéroport lors de son départ. Sihanouk communique régulièrement des informations concernant son état de santé sur son site officiel.

Inde, le 9 juillet 2011 : Décès du Roi titulaire de Bonaigarh le Prince Kadamba Keshari Chandra Deo Dev à l'âge de 83 ans. Son fils, le Prince Birakistore Indra Deo Dev (58 ans), lui succède.

Iran, le 31 juillet 2011 : L'Egypte a indiqué à la famille impériale que sa présence n'était pas souhaitée cette année pour la commémoration de l'anniversaire de la mort du Shah Réza I^{er} Pahlavi, décédé en 1980.



Irak, le 14 juillet 2011 : 53^{ème} anniversaire de la chute de la monarchie Hachémite. Le gouvernement irakien a associé aux festivités le prétendant au trône, Sharif Ben Ali Hussein (photo), qui par ailleurs avait accordé la veille un entretien à l'Agence France Presse. Ne faisant pas mystère de ses intentions de voir la monarchie restaurée en Irak (elle avait été renversée dans le sang en 1958 au son de la Marseillaise), il a confié être un lecteur assidu de Tintin et assure que son auteur s'est inspiré du Roi Faysal II pour le personnage fictif du Prince Abdallah du Khemed.

http://wiki.sylm.info/index.php/Sharif_Ali_Ben_Al_Husseïn

Jordanie, le 21 juin 2011 : Démission du Ministre de l'Information, qui juge « restrictives pour la liberté d'opinion » certaines lois récemment votées.

Koweït, le 4 juin 2011 : Manifestation de 3.000 jeunes Koweïtis qui réclament le départ du Premier Ministre Cheikh Nasser Mohammed Al Ahmad Al Sabbah, sur fond de lutte dynastique. Le Premier Ministre avait inauguré le mois dernier son 7^{ème} cabinet depuis sa prise de fonction en 2006.



Mandchoukouo, le 18 septembre 2011 : Les monarchistes mandchous ont célébré l'anniversaire de la naissance de l'état du Mandchoukouo à la tête duquel le dernier Empereur de Chine, Pu Yi (photo), avait été placé par les Japonais. http://wiki.sylm.info/index.php/Manchukuo_Temporary_Government



Népal, le 13 juin 2011 : Le leader du parti royaliste Rastriya Prajatantra Party-Népal, Kamal Thapa (photo), a de nouveau demandé la restauration de la monarchie afin de résoudre la crise politique qui secoue le pays depuis 2008. Cette déclaration fait suite aux manifestations royalistes qui ont secoué Katmandou entre le 19 et le 27 mai et au boycott décidé par le mouvement royaliste à la prestation de serment au lendemain du vote de l'extension des pouvoirs de l'Assemblée Constituante.

Népal, le 7 juillet 2011 : Le Roy Gyanendra a publiquement critiqué le gouvernement qui n'a toujours pas achevé les réformes sociales sur lesquelles les marxistes avaient basé leur programme politique.

Népal, le 31 juillet 2011 : Le Prince héritier Paras a annoncé son retour permanent dans son pays après un exil de quatre ans à Singapour.



Népal, le 28 août 2011 : Le Rastriya Prajatantra Party-Nepal a dénoncé l'illégalité de l'Assemblée Constituante qui a élu le maoïste Baburam Bhattarai (photo), 57 ans, comme Premier Ministre, le quatrième en trois ans. Le mouvement monarchiste a boycotté les élections.

Qatar, le 3 septembre 2011 : L'Emir du Qatar Hamad Ben Khalifa échappe à une tentative d'assassinat. Celle-ci a été démentie par le gouvernement malgré la reprise de l'information par les médias occidentaux et arabes.



Tibet, le 8 août 2011 : Lobsang Sangay (photo), un juriste de 43 ans, a prêté serment comme Premier Ministre du gouvernement tibétain en exil et a annoncé qu'il allait lutter pour « libérer son peuple du colonialisme chinois » sans pour autant rejeter les propositions « d'autonomie moyenne » voulues par le quatorzième Dalai Lama. Agé de 76 ans, ce dernier a choisi de cesser ses activités politiques pour se consacrer à son rôle de chef religieux et spirituel des tibétains, dont il est le plus haut dignitaire.

Thaïlande, le 1^{er} juin 2011 : Manifestations des Chemises Jaunes (Parti Démocrate) à Bangkok, endeuillée par une bombe qui a fait deux blessés.



Thaïlande, le 2 juillet 2011 : Elections législatives et retour au pouvoir des Chemises Rouges, qui ont obtenu 265 sièges sur 500 face aux royalistes des Chemises Jaunes. C'est la sœur de Thaksin Shinawatra, Yingluck Shinawatra (photo), 44 ans, qui doit occuper le poste de Premier Ministre d'un large gouvernement de coalition. Les Chemises Jaunes ont reconnu leur défaite (159 sièges) et l'armée a promis de respecter les résultats du scrutin.

Thaïlande, le 1^{er} août 2011 : Le Prince héritier Maha Vajiralongkorn ouvre la séance du Parlement dominé par les Chemises Rouges.

Turquie, le 5 juin 2011 : La famille impériale Ottomane a officiellement protesté contre le retrait du trône de Selim III du palais du Topkapi par le Directeur du Musée du palais, qui se l'est approprié pour meubler sa résidence et le Ministère de la Culture a ou-



vert une enquête. La Famille Impériale de Turquie fait l'objet de toutes les attentions depuis que le parti modéré islamiste A.K.P. est au pouvoir.

EUROPE



Albanie, le 8 mai 2011 : Elections municipales. La Coalition des Citoyens d'Ali Berisha, dont le Parti du mouvement de la légalité (P.L.L.) et le Mouvement pour le développement national (L.Z.H.K.) sont membres, a remporté 30 municipalités contre 35 pour le Parti Socialiste.

http://wiki.sylm.info/index.php/Parti_du_mouvement_de_la_légalité



Allemagne, le 9 mai 2011 : La famille Grand-Ducale de Mecklenbourg (photo) a entamé une procédure contre l'état allemand afin qu'il lui verse une indemnité de 100.000 euros en compensation des 260 œuvres d'art saisies par le gouvernement en 1945.

Allemagne, le 13 mai 2011 : 950^{ème} anniversaire de la Maison de Hohenzollern accompagné de diverses manifestations monarchistes dans tout le pays.

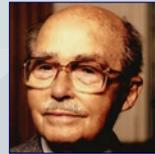
Allemagne, le 4 juin 2011 : Commémoration du 70^{ème} anniversaire de la mort de Guillaume II par les monarchistes qui se sont déplacés à Huis Dorn en Hollande pour cette occasion.

Allemagne le 11 juin 2011 : Visite à Battenberg du Grand-Duc Maurice de Hesse, reçu officiellement par la municipalité.

Allemagne, le 13 juin 2011 : 1500 personnes ont participé aux côtés de la Maison Royale de Bavière aux commémorations du 125^{ème} anniversaire de la mort du Roi Louis II de Bavière.

Allemagne, le 27 août 2011 : Mariage de l'Empereur titulaire d'Allemagne Georges Frédéric de Hohenzollern (35 ans) avec la Princesse Sophie de Isenburg (33 ans). Malgré les critiques des partis de gauche et d'extrême-gauche, les télévisions allemandes ont diffusé l'intégralité du mariage, qui a rassemblé 700 invités et autant de monarchistes au château de Postdam. Le Prince est l'arrière-arrière-petit-fils de Guillaume II.

Allemagne, le 1^{er} août 2011 : 75^{ème} anniversaire du Roi titulaire Carl III de Wurtemberg. Une centaine de royalistes et d'élus de tout bord se sont déplacés au Château d'Althausen pour cette occasion.



Autriche, le 4 juillet 2011 : Décès du Prétendant au trône d'Autriche et Hongrie, l'Archiduc Otto de Habsbourg-Lorraine (photo). Né en 1912, l'Archiduc fut héritier de l'Empire austro-hongrois de 1916 à 1918, de fait Roi de Hongrie de 1922 à 1944, député européen de 1979 à 1999 et Président du Mouvement Paneuropéen de 1972 à 2004. Il avait renoncé à son trône de jure en 2007 pour des raisons liées à son âge, en faveur de son fils aîné et actuel Prétendant au trône d'Autriche (Karl II), de Hongrie (Karl V) et Bohême (Karl IV). Le nouveau prétendant, âgé de 50 ans, fut Député européen de 1999 à 2004.

http://wiki.sylm.info/index.php/Otto_de_Habsbourg-Lorraine



Autriche, le 31 août 2011 : L'Alliance Noire-Jaune (*Schwarz-Gelbe Allianz* – S.G.A.), dénonce la corruption qui règne au sein de la République autrichienne et demande la reconstitution d'une Europe centrale unie et fédérale sous le modèle de l'ancien Empire Austro-Hongrois. Le S.G.A. a en outre demandé qu'un référendum soit mis en place pour la restauration de la monarchie.



Belgique, le 7 juillet 2011 : Démission du Premier Ministre désigné par le Roi Albert II, Elio Di Rupo (photo), en butte à l'intransigeance des indépendantistes flamands, avant de revenir sur sa décision. Lors de la fête nationale, le Roi est pour la première fois sorti de sa réserve et a manifesté un agacement devant la persistance de la crise, sommant les partis politiques de trouver un accord, qui a finalement été signé le 21 juillet, sans toutefois régler le problème linguistique qui perturbe le royaume.



Bulgarie, le 21 septembre 2011 : Ouverture de la campagne présidentielle et municipale. Le Mouvement National pour la Stabilité et le Progrès (N.D.S.V.), mouvement monarchiste de l'ex-Roi et ancien Premier Ministre Siméon II, présentera la candidature de Meglena Kouneva

Toute La Toile dans votre iPhone !

SYLM a développé pour vous une version portable du site de La Toile afin de vous permettre d'accéder rapidement au contenu de votre choix. Plus de texte minuscule ni de menu interminable :

1. j'ouvre Safari... 2. je tape latoile.monarchiste.com... 3. je lis !

Et pour relire La Toile n'importe où, il vous suffit de sauvegarder chaque numéro dans votre bibliothèque iBooks !

La Toile pense à vous... pensez à La Toile !

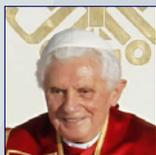
(photo), née en 1957, membre de la Commission Européenne et ancienne députée royaliste. Le N.D.S.V. est créditée de 10% d'intention des votes pour les municipales et Mme Kouneva de 18% des intentions des votes pour la présidentielle. Selon ce sondage, cela placerait Mme Kouneva troisième des candidats sur 14 déclarés et la conforterait dans sa participation au second tour.



Danemark, le 16 septembre 2011 : L'opposition de gauche menée par Helle Thoming-Schmidt (photo) a remporté les élections législatives avec 44 députés sur 175, mettant fin à la coalition de droite et d'extrême-droite qui dirigeait le pays depuis 2001.



Ecosse, le 5 mai 2011 : Un sondage réalisé après le mariage du Duc et de la Duchesse de Cambridge parmi les écossais montre que seuls 33% des sondés seraient prêts à accepter la République au décès de la Reine Elizabeth II. Le Parti National Ecossais (*Scottish National Party* — S.N.P.) a remporté la majorité des sièges (69 sur 129) aux élections régionales et son leader Alex Salmond (photo) a promis l'établissement d'un référendum sous 5 ans.



Espagne, le 19 août 2011 : Visite de quatre jours du Pape Benoît XVI (photo), acclamé par des centaines de milliers de jeunes venus du monde entier. La police anti-émeutes a néanmoins dû disperser à coups de matraque des contre-manifestations organisées par diverses associations politiques ou non. Les partis Carlistes ne furent pas à l'unisson pour cette visite mais on a tout de même pu voir quelques bérets rouges et drapeaux carlistes flotter à Madrid.



France, le 11 mai 2011 : 3000 personnes ont assisté aux commémorations du huitième centenaire de la Cathédrale de Reims (photo) et notamment le Comte de Paris, Henri de Bourbon-Orléans, accompagné de la Comtesse de Paris. Le 15 mai suivant, c'est le Duc d'Anjou, Louis-Alphonse de Bourbon, qui a participé à une messe commémorative présidée par le Nonce Apostolique Mgr Luigi Ventura. Cette messe a rassemblé autant de personnes que celle célébrée lors de la venue du Comte de Paris.



France, le 28 mai 2011 : L'Union Légitimiste du Lyonnais et de la Bourgogne (composée des associations PSB en Lyonnais, Forez et Beaujolais, du Cercle Ste-Jehanne de France de la Clayette et la Fédération Légitimiste des Trois Provinces — Cercles UCLF de Lyon, Dijon et Bourg-en-Bresse) a organisé sa première édition de la Grande Fête Catholique et Légitimiste du Lyonnais et de la Bourgogne, réunissant 200 royalistes Bourg-en-Bresse.

France, du 13 au 27 juillet 2011 : Visite du Prince Jean d'Orléans au Tadjikistan, en compagnie d'officiels français.

France, le 17 septembre 2011 : Patrick de Villenoisy, délégué de l'Alliance Royale, a annoncé sa candidature pour l'élection présidentielle de 2012.

http://wiki.sylm.info/index.php/Alliance_royale



France, le 25 août 2011 : France Bonapartiste a publié un communiqué sur son site internet, dans lequel l'association annonce qu'elle ne soutiendra pas les mesures votées par les gouvernements pour sortir le pays de la crise économique qui le secoue.

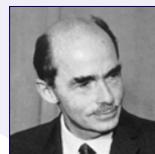
http://wiki.sylm.info/index.php/France_Bonapartiste



Grèce, le 15 juin 2011 : Déclaration publique de l'ancien souverain Constantin II (photo) à propos des manifestations des « indignés ». Soutenant le plan d'austérité qu'il juge nécessaire pour le salut de son pays et reconnaissant les actions légitimes et démocratiques des « indignés », il a néanmoins appelé les grecs à plus de retenue et à soutenir les réformes imposées par le Pasok. Le dernier sondage concernant une éventuelle restauration de la monarchie date de 2007 et seuls 11% des grecs interrogés approuvaient à ce moment-là le principe d'une « démocratie couronnée ».



Hollande, le 2 septembre 2011 : Le leader de l'extrême-droite, le député Geert Wilders (photo), dont le parti est l'allié du gouvernement, a demandé qu'une loi soit votée visant à priver la monarchie de toutes ses prérogatives politiques pour la confiner à un rôle purement honorifique. Il est de notoriété publique que la Reine Béatrix n'éprouve aucune sympathie envers le Parti pour la Liberté.



Hongrie, le 16 juillet 2011 : Messe de requiem en l'honneur de feu Otto de Habsbourg-Lorraine (photo), Roi titulaire de Hongrie, en présence du Président hongrois et du Vice Premier Ministre. Quelques centaines de monarchistes avaient fait le déplacement, certains avaient revêtu les uniformes de l'Empire.

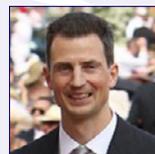
Irlande du Nord, le 17 juin 2011 : La marche traditionnelle des monarchistes Orangistes a été perturbée par des groupes de jeunes catholiques à Belfast qui leur ont lancé des bouteilles et des pierres, faisant six blessés dans le cortège.



Irlande du Sud (Eire), du 17 au 21 mai 2011 : Visite sous haute tension de la Reine Elizabeth II (photo) en Irlande, premier déplacement d'un monarque britannique depuis 1922. Un engin explosif a été désamorcé la veille de son arrivée et malgré une alerte à la bombe émanant d'un groupe républicain dissident, Elizabeth II a bénéficié d'un accueil favorable de la part de la population irlandaise. La Reine a exprimé ses regrets et sa sympathie à l'égard de ceux qui ont souffert durant des siècles d'affrontements entre les anglais et les irlandais.

Italie, le 8 août 2011 : L'Union Monarchiste Italienne (U.M.I.) a dénoncé publiquement les « volontés révisionnistes » du mouvement Neoborbonico dans le cadre du 150^{ème} anniversaire de l'unification italienne.

http://wiki.sylm.info/index.php/Mouvement_Neoborbonici



Liechtenstein, le 15 août 2011 : Le Prince Alois II (photo) a annoncé qu'il refuserait de signer la loi sur la légalisation de l'avortement. Il y a trente ans que le Prince régnant n'avait usé de son droit de veto, François Joseph II s'était alors opposé à un projet de réforme de la chasse.

Luxembourg, le 23 juin 2011 : La Cour Grand-Ducale a annoncé que les lois de succession avaient été modifiées afin de permettre plus d'égalité entre hommes et femmes, soit l'abandon de la dévolution semi-salique qui régit la Maison de Nassau.



Monténégro, le 26 mai 2011 : Accord trouvé entre le Prince Nicolas II Petrovic-Niegosh (photo), prétendant à la couronne du Monténégro, et le gouvernement sur le statut de la Maison Royale. Le Prince exercera au nom de la République des fonctions cérémoniales et de protocole, il voit son blason reconnu et récupérera les terres de sa famille. Les membres de la famille royale seront en outre autori-



sés à avoir des activités politiques. Le 12 juillet, le Parlement a adopté la loi qui réhabilite la famille royale.

Monténégro, le 25 juillet 2011 : Retour de la famille royale au Palais de Cetinje, reçue par le Premier Ministre Igo Luksic devant des centaines de partisans réunis pour l'occasion.



Portugal, le 6 juin 2011 : Elections législatives. Le Parti Monarchiste Populaire (photo) a obtenu nationalement 0,3% (14978 voix) et le Mouvement Pour la Terre 0,4% (22494 voix). N'ayant pas signé d'accord avec d'autres partis, les monarchistes ont perdu l'ensemble de leurs représentations nationales mais conservent leur unique députation provinciale aux Açores.

http://wiki.sylm.info/index.php/Mouvement_Monarchiste_Portugais

Portugal, le 19 juillet 2011 : Passe d'armes entre Paulo Estevao, député monarchiste et leader du PPM, et les autres députés du Parlement autonome des Açores. Cet événement a été repris par tous les médias du pays.



Roumanie, le 10 mai 2011 : Le Roi Michel I^{er} (photo), âgé de 89 ans, a annoncé que sa famille serait désormais connue sous le nom de de Roumanie et non plus de Hohenzollern-Sigmaringen. Cette décision, largement critiquée par le Prince Paul de Hohenzollern, marque la fin des liens dynastiques qui unissaient la famille de Hohenzollern à ses branches allemandes et roumaines. Le même jour, le Roi Michel a déposé une gerbe au monument aux morts sous les acclamations d'une centaine de monarchistes réunis pour l'occasion. L'article 3 du décret confirme en outre que la loi salique est définitivement abolie en ce qui concerne la succession au trône.



Roumanie, le 23 juin 2011 : Le Roi Michel I^{er} a fait l'objet d'une violente attaque publique de la part du Président Traian Basescu (photo) qui l'a accusé de collaboration avec les Soviétiques en 1945, soulevant un tollé général chez les monarchistes, l'opposition et des cadres du propre parti du Président. Les relations entre le Roi et le Président se sont détériorées depuis que le souverain a retiré son appui au gouvernement élu et que les monarchistes ont annoncé qu'ils ne soutiendraient pas la tentative de réforme administrative du Président Basescu (41 départements réunis en 8).

http://wiki.sylm.info/index.php/Parti_National_Paysan_Démocrate_Christien



Roumanie, le 10 septembre 2011 : Le Parti National Libéral (photo) a invité le Roi Michel à prononcer une allocution officielle au parlement pour son 90^{ème} anniversaire, le 25 octobre. Cette invitation a été rejetée une première fois par le Parlement au motif qu'il n'est pas le Chef de l'Etat de Roumanie, avant qu'un nouveau vote des députés (203 voix pour, 3 voix contre, 46 absences) ne permette à l'ancien souverain de pouvoir s'adresser officiellement aux députés roumains.



Russie, le 8 juin 2011 : Une équipe d'archéologues aurait retrouvé les restes des quatre Grands-Ducs Georges, Nicolas, Konstantin et Paul Romanov exécutés par les Soviétiques en 1919. Le 14 juin, la Grande Duchesse Maria Romanov (photo) a été reçue par le gouvernement Ukrainien et le Président pro russe Ianoukovitch. Lors de cet entretien, la Grande Duchesse Maria a réaffirmé que la monarchie avait un avenir en Russie.

Russie, le 18 juillet 2011 : 93^{ème} anniversaire de la mort de Nicolas II (photo) et de sa famille, qui a rassemblé des milliers de monarchistes dans toute la Russie. La veille, l'Union de l'Ordre



Impérial Russe (R.I.U.-O.) a approuvé un projet baptisé « L'Alternative monarchiste pour la Russie ». Les monarchistes tentent par ce projet de manifester leur indépendance vis-à-vis des mouvements politiques en vue des élections présidentielles de 2012.

Serbie, le 9 mai 2011 : Le journal Blic publie un sondage dans lequel 64% des personnes interrogées se disent favorables à la restauration de la monarchie en Serbie.



Serbie, le 6 septembre 2011 : Vuk Drasković (photo), leader du mouvement monarchiste Mouvement Serbe du Renouveau (*Srpski pokret obnove* — S.P.O.) et membre de la coalition gouvernementale, a annoncé lors d'un entretien public que la Serbie se devait de reconnaître l'indépendance du Kosovo et que les royalistes allaient renouveler leur alliance avec le Parti Démocratique (*Demokratska stranka* — D.S.). Le 9 septembre, le Prince héritier Alexandre II Karageorgevič a reçu avec les Ministres des Affaires Etrangères et de l'Intérieur les membres de la délégation des pays non alignés au Palais de Belgrade.

http://wiki.sylm.info/index.php/Mouvement_du_renouveau_serbe

Océanie

Nouvelle-Zélande, le 14 juillet 2011 : Un député Maori a refusé de prêter serment d'allégeance à la Reine Elizabeth II tel que le veut l'usage au Parlement. Il a été expulsé de l'enceinte du Parlement et encourt une sanction de bannissement.

DIVERS

La Conférence Monarchiste Internationale annonce l'adhésion de *The Royal Academy of Aristocracy* du Bunyoro et de la *Siberian Dragon Association* du Kazakhstan.



ERRATUM : La famille impériale Kadjar nous précise dans un courriel daté du 2 mai les faits suivants : « J'ai relevé une erreur concernant mon cousin, Prince Ali Kadjar, décédé le 27 mai 2011. Vous mentionnez que son fils, Mohammed né en 1949, lui succède comme Chef de Famille.

En fait, le Prince Impérial Mohammed Hassan, né en 1949 est le fils du Prince Hamid et de la Princesse Mahine Kadjar, tous deux décédés et non du Prince Ali Kadjar. Le Prince Mohammed Hassan est l'héritier du Trône Kadjar ». La Toile adresse toutes ses excuses à la Famille Impériale Kadjar pour cette erreur généalogique.

• Brèves collectées par **Loïc Marv-Laf** •

Conseil en fabrication
Fabrication de documents imprimés

SELFMADE PRINT Notre savoir-faire au service de votre liberté d'expression

IMPRIMEZ
EXPRIMEZ

01 41 31 05 19
06 98 44 60 45

guyldegaudric@free.fr

Quelle est la réelle influence des monarchistes en Libye ?

Ces derniers mois, un mystérieux collectif nommé Etoile Rouge a affirmé que SYLM et la CMI avaient envoyé des mercenaires combattre en Libye aux côtés des forces armées du Conseil National de Transition (CNT) afin de rétablir la monarchie dans l'ancienne colonie italienne. Au-delà de ces allégations peu crédibles et que l'on soit monarchiste ou pas, deux questions méritent néanmoins d'être posées : quelle est la réelle influence des monarchistes libyens au sein du CNT et quelles sont les chances de restauration de la monarchie en Libye avec la chute de Mouammar Kadhafi ?



Le 17 février 2011 alors que les média télévisuels internationaux commentent en boucle les images du soulèvement de la population de Benghazi, il faut un œil averti ou l'expérience des plus anciens d'entre nous pour remarquer que les émeutiers agitent curieusement l'ancien drapeau officiel du Royaume Uni de Libye (ci-dessus) aux bandes horizontales rouge, noire et verte orné d'un croissant étoilé en son centre, royaume auquel Mouammar Kadhafi avait mis brutalement fin par un coup d'état le 1^{er} septembre 1969. Les monarchistes s'étaient alors réfugiés à Londres où, sous l'impulsion d'un avocat, ils fondèrent la Libyan Constitutional Union (ou Union Constitutionnelle Libyenne- UCL) en 1981, deux ans avant la mort du Roi Idriss 1^{er}. Devenu un mouvement politique d'opposition, leurs voix se perdent dans les limbes de l'Organisation de l'Unité Africaine qui a acté le putsch du « Guide Libyen » tout comme leurs positions qui restent ambiguës. Ouvertement monarchistes, ils se bornent à revendiquer le rétablissement de la Constitution de 1951. Ils soutiennent la dynastie légitime des Senoussis mais refusent de faire allégeance à l'héritier Hassan Senoussis (1928-1992) dont l'attitude controversée durant le putsch a divisé les royalistes. Loin de ces considérations juridiques, la Libyan Liberation Organization (autre mouvement monarchiste) tente de re-

prendre le pouvoir par les armes. Menée par un ancien Premier ministre du Roi, elle devient une menace directe au régime de Kadhafi qui organisera en vain un attentat pour décapiter son comité de direction en 1984. Pis, en 1992 la dynastie affichera deux prétendants qui revendiquent ouvertement le trône : Mohammed Sayed, 49 ans, fils du Prince Hassan, et Idriss II, 54 ans, fils du Prince Abdallah, affaiblissant encore plus ce mouvement minoritaire au sein de l'opposition en exil.

Financée discrètement par les Etats-Unis et l'Europe, l'opposition libyenne n'arrive pas à se fédérer et son impact politique est d'ailleurs quasi nul. Et contrairement à un Occident qui ne lui a jamais pardonné de lui avoir coupé l'accès au pétrole libyen (35 milliards de dollars annuels), Mouammar Kadhafi est apprécié de certains chefs d'Etat africains dont il alimente les caisses des gouvernements, en jouant un rôle de médiateur dans certains conflits ou en investissant dans l'immobilier hôtelier en Afrique. Pas étonnant que ses pairs passent outre ses fantasmes de création des Etats-Unis d'Afrique. Le Roi Ubu gouverne son pays sans une once de démocratie et nargue le reste du monde qui n'a de cesse de s'horrorifier des conséquences de son régime avec les attentats de Lockerbie en 1988 (ci-dessous) et de l'aviation de la compagnie UTA l'année suivante. Dans l'aveuglement de sa dictature, il ne prend même pas la peine de s'inquiéter de la création en juin 2005 de la Conférence Nationale de l'Opposition Libyenne, qui regroupera aussi bien des mouvements monarchistes que des groupes d'opposition laïques républicains, des fédéralistes berbères que des anciens kadhafistes repentis. Redevenu un homme fréquentable dans les années 2000 (il a monnayé son rôle dans la lutte contre l'immigration sauvage dans la Méditerranée contre une levée de l'embargo qui frappait son pays), l'homme ne s'est pourtant nullement assagi. Reçu en grande pompe sous les ors de la République française, entre ceux qui s'offusquent de voir le « Roi des Rois » (titre accordé par un panel de 200 roitelets africains) planter sa tente dans le jardin de l'Elysée et ceux qui s'amuse à le courtiser dans l'espoir d'obtenir un contrat juteux signé de sa main, seul un grand





futur régime qui s'est installé à Tripoli le 10 septembre. Le Premier Ministre du CNT, Mahmoud Djibril (ci-dessous), s'emploie d'ailleurs à rassurer toutes les chancelleries occidentales à ce sujet et avec succès.

S'il est indéniable que les monarchistes ont participé de près à la réussite du renversement de Mouammar Kadhafi, il est certain que leur rôle au sein du CNT est actuellement minime. Rien à ce jour ne permet d'affirmer que la monarchie sera restaurée en Libye. Toutefois, les risques de guerre civile ne sont pas écartés pour autant et les monarchistes seront peut-être tentés de proclamer la restauration de la monarchie en Cyrénaïque et de faire sécession si leurs demandes n'aboutissent pas. L'avenir de la Libye post Kadhafi devra tenir compte de la gestion des équitables des tribus dans la répartition des postes au sein du futur gouvernement de la Libye libre. Force est pourtant de constater que toutes les pétromonarchies et le Maroc ont résisté à leurs révolutions alors que les dynasties républicaines sont tombées lors de ce Printemps arabe. Le Prince Mohammed Sayed Senoussi affirmait le 21 septembre au quotidien anglais le *Telegraph* qu'il avait un projet solide pour son pays et que son retour permettrait ou non d'envisager la « restauration d'une monarchie constitutionnelle moderne » qui succéderait à la *Jamahiriyya* (Etat des masses) d'un Colonel déchu et dont les 42 ans de dictature appartiennent désormais à l'histoire.

quotidien national français s'attardera en 2007 sur la personnalité du Prince Sayed Mohammed qui loge à deux pas du Guide de la Révolution et dont on fait peu de cas.

Les membres de la famille royale de Libye qui ont été autorisés à quitter le pays en 1988 s'emploient à éviter toute déclaration qui pourrait menacer leur vie. Mais dans les coulisses de ce rendez-vous entre un Kadhafi triomphant et un Président Nicolas Sarkozy malmené par les organisations des Droits de l'Homme, c'est une révolution qui se prépare. Et lorsqu'elle éclate, les monarchistes sont au rendez-vous. Le Conseil National de Transition (CNT) qui se met en place aux premières heures de la révolution s'installe à Benghazi, capitale de la Cyrénaïque. Province connue pour son opposition naturelle au régime de Kadhafi et un soutien actif aux Senoussis, le Guide a toujours préféré jouer de la division, favorisant des alliances avec les deux autres provinces du pays, Fezzan et la Tripolitaine, méprisant les tribus de l'Est réfugiées dans le trafic mafieux pour survivre. Il serait donc facile d'affirmer que la révolution a été initiée par des monarchistes revanchards d'autant plus que l'Emirat du Qatar n'a pas ménagé ses efforts tant militaires qu'humanitaires pour les aider. Néanmoins, leur influence au sein du CNT n'est pas aussi grande que des crypto-marxistes peuvent l'affirmer. Un gouverneur à Tobrouk ou à Badia et un Prince-ministre (Zoubaïr Ahmed Senoussi El Sharif) ne suffisent pas pour prétendre que les monarchistes contrôlent le CNT. La tête pensante de la révolution Mustapha Abdeljalil (ci-dessus), ancien ministre de la Justice de Kadhafi, ne cache pas sa volonté de maintenir le principe républicain. Le Prince Mohammed Sayed Senoussi, malgré une intervention spectaculaire au parlement européen préfère que la question de la restauration de la monarchie soit posée lors d'un référendum, tout en réclamant le retour de la Constitution de 1951. En avril 2011, le prétendant au trône déclarait : « C'est à ce dernier (*le peuple libyen ndlr*) et à ce dernier uniquement de déterminer quelle est la nature du pouvoir qu'il souhaite. Une monarchie constitutionnelle ou une république ! ».

Cette Constitution reste un point de division pour les rebelles. Les monarchistes affirment qu'une fois la Constitution restaurée, le principe de l'Islam comme seule religion devra être adoptée et qu'amendée en 1963, elle garantit le principe de liberté de la presse, d'association et d'expression. Auprès des monarchistes, le Groupe Islamique Libyen d'Abdelhakim Belhadj est connu pour ses positions en faveur de la charia. De fait, certains médias occidentaux s'interrogent sur les réelles volontés démocratiques de ceux qu'ils surnomment désormais les islamo-monarchistes, dont le Hezbollah libanais a utilisé les réseaux pour financer son appareil militaire. Le Président du CNT Mustapha Abdeljalil souhaite quant à lui l'élaboration d'une nouvelle constitution afin de rassurer l'Occident et l'OTAN sur les statuts démocratiques du

• Loïc Marv-Laf •

Rapport en téléchargement gratuit du Centre international de recherche et d'études sur le terrorisme et d'aide aux victimes du terrorisme CIRET AVT et du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) sur l'avenir de la Libye daté de mai 2011.

<http://www.burundirealite.org/PDFs/64.pdf>

Dossier sur le Royaume de Libye

http://wiki.sylm.info/index.php/Royaume-Uni_de_Libye

Histoire de la Libye

<http://www.histoiredelafrique.fr/introduction-13.html>





par **Frédéric ANDRIEUX de ZARMA**

Secrétaire Général de SYLM

Liberté, Egalité, Fraternité

Liberté. Dans une société régie par 10 500 lois et 127 000 décrets — auxquels il faut ajouter 7 400 traités et 17 000 textes communautaires — que nul n'est sensé ignorer mais dont un nombre croissant ne fait même pas l'objet d'un décret d'application, la liberté se réduit à trois groupes bien identifiés : ceux qui disposent d'avocats compétents ; ceux qui ignorent la loi ; le reste, ceux qui subissent la domination des deux premiers. Vous, moi.

Egalité. Au nom des grands principes édictés par chaque groupe de pression né de l'identitarisme des vingt dernières années, principes relayés et martelés par des élites peu touchées par leurs conséquences, le citoyen lambda — celui qui n'a aucun signe particulier — vit constamment dans l'angoisse d'un faux-pas. Seul un *black* peut parler de nègres, un *gay* de *pédés*, un jeune défavorisé de racailles, un *senior* de vieux, un individu en surpoids de gros ou une personne déficiente mentale de mongoliens. L'égalité se borne à exiger pour soi des droits — encore eux — que l'on veut interdire à autrui.

Fraternité. Les privilèges sont jalousement défendus par leurs détenteurs. Du petit chef d'équipe au délégué syndical — responsable du Comité d'entreprise — et jusqu'aux élites, chacun parle de solidarité, de participation, de redistribution mais personne n'engage une action : « c'est de la responsabilité des institutions, des associations ».

La République n'a donc plus de piliers et Marianne — ni pute ni soumise bien entendu — passe plus de temps en massages de pieds à Draveil, en shopping dans l'Essonne, en peignoir à New York ou en croisières *Bolloré* qu'à tenter de boucler le budget du ménage à l'équilibre ou même qu'à simplement nourrir les enfants. Dans le temps, on appelait ça une *poule de luxe*.

Le chômage augmente ? C'est la crise financière... c'est normal. L'insécurité ? L'immigration sauvage ? L'incivilité ? Les prix ? La violence ? Oui, oui... normal, c'est la conjoncture. Les salaires ? Ah non, ça c'est plutôt stable quand on a déjà la chance d'en avoir un. Elle a bon dos, cette crise et les seuls fautifs seraient des marchés financiers dont aucun gouvernement ne veut brider les bénéfiques ! Mais qu'attendre de plus de la part d'individus qui ont tous fait fortune en politique, de l'extrême gauche à l'extrême droite ? Fortune, oui. Fortune parce qu'un salaire supérieur à 4000 Euros, des privilèges innombrables, des retraites complémentaires valorisées et l'assurance d'un reclassement doré en cas d'échec sont très loin de la réalité des citoyens ou de la vocation philanthropique.

On ne peut pas dresser un tableau exhaustif de notre beau pays sans évoquer l'*exemple*, ce moteur imparable de tout groupe social constitué. Et toujours ces trois ensembles qui reviennent...

Les élites qui mentent, qui prélèvent dans nos poches et parfois pour verser dans les leurs ; ces élites qui s'accordent non-lieux et amnisties, qui refusent le résultat d'un référendum et justifient des guerres qu'elles ne prennent même plus la peine de déclarer. Le tout sans remord, sans jamais d'excuse.

Les hors-la-loi — parfois membres du groupe précédent — qui bénéficient d'exonérations judiciaires qui vous sont refusées quand vous avez le malheur de défendre votre famille, votre commerce. Ceux-là qui prennent les cités pour Beyrouth, la came pour des *roudoudous* et le viol pour du romantisme. Ce petit nombre de prédateurs identifiés qui a le pouvoir de faire basculer votre vie dans l'horreur.

Vous, moi, enfin... Des gens sans histoire — et bientôt sans Histoire — qui regardent sombrer un monde qu'ils espéraient raconter à leurs enfants sans aucun moyen de le remettre daplomb.

Aucun ? Si. La République vous accorde le droit de choisir vos représentants. *Bonnet-blanc* ou *Blanc-bonnet*, au choix. Pas de place pour des idées ou des programmes — pour cinq ans, c'est inutile et personne ne les tient plus depuis 1983 — vous êtes priés de vous décider d'après les sondages et l'opinion des journalistes, voire des *Guignols de l'Info*, ce qui revient au même. Pas de place non plus pour les candidats alternatifs puisqu'ils sont voués à rejoindre un *Bonnet* ou, au pire, à se retrouver dans l'impossibilité une fois élus, d'appliquer ce pour quoi ils l'ont été.

Il reste l'insurrection armée ou non, la révolution. Ce petit surcroît d'âme qui n'appartient qu'à ceux qui ne possèdent rien d'autre que des idées : les étudiants. Enfin... si *YouTube*, *Apple* et *BHL* y consentent.

S'indigner ? Non... les 99% n'existent pas, explosés qu'ils sont en milliers de sous-groupes identitaires. Il faudrait une personne pour les unifier, pour incarner l'Espoir et apaiser l'Avenir ; une figure qui s'identifierait au Peuple, le protégerait et l'entendrait. Un homme — ou une femme... *ta gueule !* — qui mènerait des réformes sur vingt ans, trente ans, sans compromis.

Dans la famille *France*, je voudrais le *Père*...

Monarchy. What fucking else?*



REXA PPEAL®

Monarchism with style...

* La monarchie. Qu'y a-t-il de mieux ?



La réhabilitation de l'ethnie Ganwa au Burundi un devoir de vérité historique pour la réconciliation nationale

par **Guillaume RUZOVIYO**

Chercheur Indépendant

D'une façon générale, l'origine des différentes communautés qui composent une nation plonge ses racines dans son passé le plus lointain. C'est dire qu'une connaissance approfondie de l'histoire d'un peuple est nécessaire quand il s'agit de démêler les fils parfois très embrouillés du peuplement, et pour expliquer leurs origines aux générations actuelles.



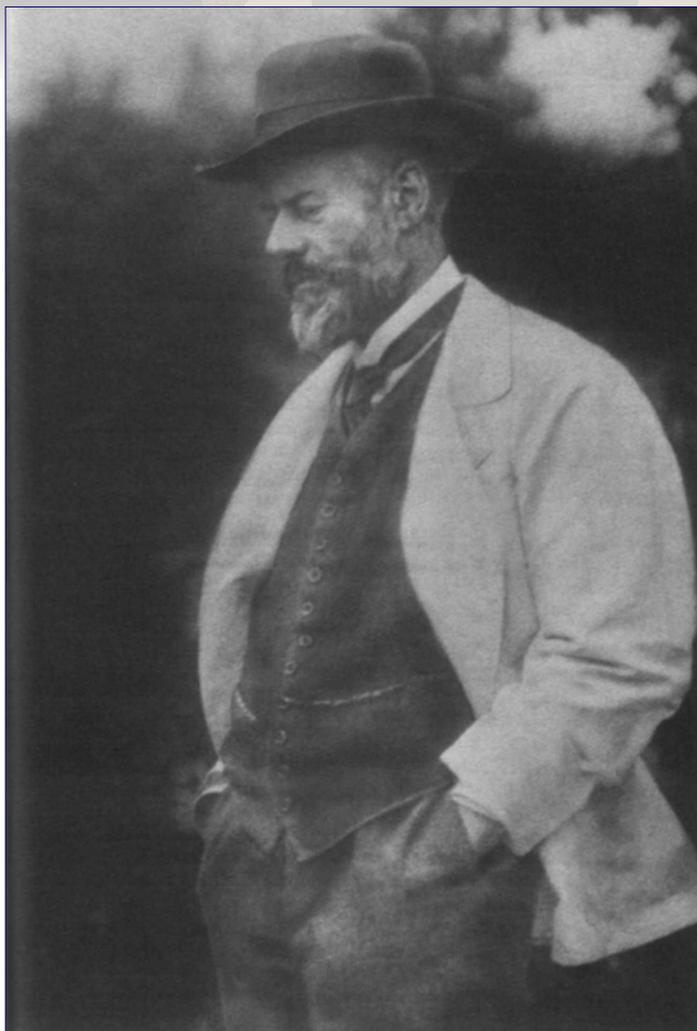
Contrairement aux pays qui possèdent une longue tradition de l'écriture, ceux qui ne l'ont connue que tardivement comme le Burundi sont confrontés à de multiples embûches dans la reconstitution de leur passé. Les difficultés concernent surtout la vérification de l'authenticité des faits historiques qui sont parvenus jusqu'à nous, ainsi que leur interprétation. En effet, les traditions orales, qui composent l'essentiel de l'histoire du Burundi et qui reposent sur les récits qui se sont transmis de bouche en bouche et de génération en génération, perdent souvent leur fraîcheur au fil des siècles, laissant la place à des approximations et des suppositions. Ce qui ouvre la porte à toutes sortes de manipulations et à des interprétations tendancieuses. C'est ainsi qu'au Burundi, la question des communautés ethniques en général, et de celle de la communauté ethnique des Baganwa en particulier, connaît aujourd'hui des explications très différentes, souvent passionnelles, qui sont plus liées à des intérêts qu'au besoin de dire ou de connaître la vérité sur l'histoire du pays. En effet la question des ethnies au Burundi ne laisse personne indifférent : chaque Burundais la ressent jusqu'au plus profond de son être parce que, depuis plus de 45 ans, être Hutu, Tutsi, Ganwa ou Twa a influé d'une façon ou d'une autre sur sa vie ou sur celle de ses proches.

Ainsi, depuis que le Burundi existe, quatre « communautés ethniques » ont toujours composé le paysage social du Burundi : les Baganwa, les Bahutu, les Batutsi et les Batwa. Mais aujourd'hui, seules les communautés Hutu, Tutsi et Twa sont celles qui sont reconnues officiellement. La communauté ethnique des Baganwa qui, pendant cinq siècles, a fourni le fleuron de l'ad-

ministration et de l'armée, et a joué un rôle prépondérant dans l'émergence et le maintien de l'Etat-nation burundais, a été supprimée du langage politique à partir du 28 novembre 1966, date du renversement de la monarchie. Mais c'est en 2000, avec l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi signé entre des politiciens Hutu et Tutsi (à gauche), que l'exclusion de la communauté Ganwa parmi les communautés qui existent au Burundi a été consignée pour la première fois dans un texte ayant force de loi et qui a servi de référence pour l'élaboration de l'actuelle constitution de la République. Aussi cette dernière ne mentionne plus que les seules communautés ethniques Hutu, Tutsi et Twa. Depuis, les Ganwa ont été tacitement et arbitrairement « versés » dans la communauté ethnique des Batutsi, et ils sont théoriquement comptabilisés en tant que tels dans tous les actes politiques qui doivent respecter les équilibres ethniques prévus par la Constitution issue des Accords d'Arusha. Je dis « théoriquement » parce que la réalité est que la nomenclatura Tutsi ne leur laisse aucune chance. Et comme les Twa ne sont que des faire-valoir dans cette politique qui a fait de l'antagonisme entre les Hutu et les Tutsi un fonds de commerce très rentable et inépuisable, nous assistons à une falsification de l'histoire du Burundi approuvée et soutenue par beaucoup de politiciens burundais tant Hutu que Tutsi.

Réduits donc bien malgré eux à s'inscrire dans une logique de bipolarisation de la société burundaise fabriquée de toutes pièces, ballotés, laissés pour compte, les Ganwa essayent aujourd'hui de se frayer une issue, tant que faire se peut, et ont entamé depuis quelques années la revendication de leur identité communautaire.





Ethnies, groupes ethniques ou communautés ethniques ?

Sans nous perdre dans des considérations érudites, disons tout de suite qu'au Burundi, ni les Bahutu, ni les Batutsi, ni les Baganwa, ni les Batwa ne constituent une ethnie au sens propre du terme. En effet, le mot « ethnie » fait référence à un groupe humain possédant un héritage socio-culturel commun comme une langue, une religion ou des traditions communes.

Or, tous les Burundais, Hutu, Tutsi, Twa et Ganwa confondus possèdent le même héritage socio-culturel : ils parlent une seule et même langue depuis toujours ; depuis toujours ils ont adoré un seul et même Dieu qu'ils appelaient *Imana*, bien avant l'arrivée des Européens ; depuis toujours ils possèdent une seule et même culture du nord au sud du pays, et de l'ouest à l'est. Au Burundi, il n'existe pas de territoire géographique spécifique à un de ces quatre groupes, le Burundi ne connaissant pas le système d'habitat en villages : Hutu, Tutsi, Twa et Ganwa sont tous mélangés sur l'ensemble du territoire burundais, ce qui rend encore plus aléatoire le caractère « ethnique » de ces groupes. C'est dire qu'aucun des quatre groupes ne remplit les conditions requises pour prétendre revêtir le caractère d'ethnie.

Cela est si vrai que lors des discussions de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi qui a été âprement négocié entre les politiciens Tutsi et Hutu, tous ont été contraints d'admettre que le terme « ethnie » ne convenait pas pour désigner les Hutu et les Tutsi, les deux groupes qui, au Burundi comme au Rwanda, ont entretenu tellement d'antagonismes qu'ils font aujourd'hui cas d'école en matière de conflits à carac-

tère ethniques.

Les termes « groupe ethnique » ou « communauté ethnique » ont été adoptés en lieu et place du terme « ethnie » que Hutu et Tutsi galvaudaient allégrement jusqu'alors ⁽¹⁾⁽²⁾.

L'utilisation de cette terminologie traduisait le souci des médiateurs internationaux qui se trouvaient à Arusha de replacer la question ethnique burundaise dans son vrai contexte scientifique : malgré la virulence de leurs conflits, les Hutu et les Tutsi ne pouvaient être considérés comme constituant des ethnies véritables et distinctes l'une de l'autre. Ils étaient, tout au plus, des groupes ou des communautés dont la seule et même ethnie à laquelle ils devraient normalement se réclamer ne pouvait logiquement être que « l'ethnie des Burundais ».

Ici il convient de remarquer que cette dénomination adoptée pour parler des réalités Hutu et Tutsi coïncide bien avec la définition que Max Weber (ci-contre) fait de la notion d'ethnicité. Pour lui en effet, l'ethnicité ne possède d'importance du point de vue social et politique que par le fait qu'elle est le fondement même de la notion d'identité.

Au-delà de la manipulation des mots et des considérations d'ordre pseudo historiques, anthropométriques ou autres qui ont été développées et mises à l'honneur pendant longtemps pour différencier les Tutsi et les Hutu, c'est donc le critère de la conscience identitaire qui a été mis en avant à Arusha pour décider et codifier l'existence au Burundi des communautés ethniques.

C'est ce même critère d'identité, qui a servi pour la reconnaissance des trois communautés Hutu, Tutsi et Twa, qui aurait dû servir pour reconnaître l'existence de la communauté ethnique des Ganwa.

Car en effet, si les Hutu s'identifient entre eux en tant que Hutu, quel que soit le sous-groupe auquel ils appartiennent, les Tutsi et les Twa de même, ainsi en font également les Ganwa. De même, quel que soit le sous-groupe auquel ils appartiennent, les Hutu, les Tutsi ou les Twa sont identifiés en tant que tel par les membres des communautés ethniques auxquelles ils n'appartiennent pas. Il en est de même pour les Ganwa.

Il est donc visible que les raisons qui ont poussé les politiciens Hutu et Tutsi à exclure la communauté ethnique des Ganwa des communautés existant au Burundi sont à chercher ailleurs que dans l'histoire de la nation burundaise.

Les Baganwa remplissent les mêmes conditions que celles que les Bahutu, les Batutsi et les Batwa remplissent pour être désignés comme communauté ethnique : ils s'identifient eux-mêmes entre eux comme un groupe différent des Bahutu, des Batutsi et des Batwa, et les membres des autres communautés ethniques burundaises les identifient comme des Baganwa, de même que les traditions orales, la culture et l'histoire nationale les identifient comme un groupe différent des Bahutu, des Batutsi et des Batwa. A ce titre, il leur est permis de revendiquer le droit de recouvrer leur propre identité aux côtés des Bahutu, des Batutsi et des Batwa. Leurs enfants ont le droit de connaître la communauté à laquelle ils appartiennent, comme c'est le cas aujourd'hui pour les enfants des Bahutu, des Batutsi et des Batwa seulement.

La question ethnique dans la société traditionnelle burundaise

Le Burundi ne connaît les toutes premières intrusions de l'Occident que dans la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle : c'est en 1858 que deux anthropologues, Burton et Speke, atteignent le lac Tanganyika. En 1892, l'Autrichien Oscar Baumann traverse le Burundi de part en part. En 1897 les Allemands fondent Usumbura, futur Bujumbura, qui devient le chef-lieu du district de la Deutsch-Ostafrika englobant le Rwanda et le Burundi. Ils céderont la place



aux Belges à partir de 1916. Les premiers essais d'installation d'Européens sont ceux des missionnaires du Cardinal Lavigerie, appelés Pères Blancs, à partir de 1898.

Ce petit tableau historique permet de comprendre que les transformations qui ont affecté la société burundaise d'une façon significative dans ses traditions, et donc dans sa culture, n'ont réellement commencé qu'au cours du XX^{ème} siècle. Et que les témoignages directs sur « la manière de penser, de sentir et d'agir... » du Murundi profond nous sont donc parvenus en ce début du XXI^{ème} siècle sans beaucoup d'altération.



Que nous disent donc les traditions orales sur la question ethnique ?

Il est sans conteste que Baganwa, Bahutu, Batutsi et Batwa constituent les quatre « *ubwoko* », les quatre communautés ou catégories qualifiées aujourd'hui d'ethniques par certains, de sociales par d'autres, qui coexistent pacifiquement dans le Burundi traditionnel. « Nombre d'auteurs belges se sont plu à présenter le Burundi comme un pays où deux « ethnies » sont en opposition constante : les Bahutu et les Batutsi. C'est là une erreur, née dès le début de la colonisation et entretenue même de nos jours. Dans

la période précoloniale, la population se composait en réalité de quatre catégories sociales qui vivaient ensemble, parlant la même langue et partageant la même culture : les Bahutu, les Batutsi, les Batwa et les Baganwa », écrit Joseph Gahama ⁽³⁾ (ci-dessus).

Il est aussi sans conteste que ces quatre catégories composant la nation burundaise correspondent à une certaine répartition des tâches : tandis que les Baganwa constituent principalement le vivier dans lequel le roi puise pour désigner les chefs de chefferies, les Bahutu s'occupent principalement de l'agriculture, les Batutsi s'occupent principalement de l'élevage, et les Batwa s'occupent principalement de la poterie.

Cependant, cette division du travail n'est ni exclusive ni péjorative : des Baganwa pouvaient être de simples agriculteurs ou de simples éleveurs, des Bahutu pouvaient être des chefs de chefferie ou des éleveurs, des Batutsi pouvaient être des chefs de chefferies ou des agriculteurs. Seuls les Batwa formaient une catégorie marginalisée par les autres catégories et vivaient de la cueillette et de la chasse. Jean-Pierre Chrétien décrit cette situation : « C'est ainsi que la vocation prédominante des Batutsi serait l'élevage du gros bétail, celle des Bahutu l'agriculture, celle des Batwa la collecte, la chasse et la poterie, celle enfin des Baganwa la gestion du pouvoir... Ces vocations sont surtout affirmées sur un plan culturel et mises en scène dans les cours des puissants. La seule vraie « caste », endogame, objet de mépris et soumise à strict interdit de mariage avec les autres groupes,

est celle des Batwa. » ⁽⁴⁾.

Ce qui est important de souligner ici, c'est qu'un Muhutu qui devenait chef de chefferie restait Muhutu d'extraction et de lignage, et toute sa descendance restait Hutu, un Mututsi qui devenait chef de chefferie restait également Mututsi d'extraction et de lignage, et toute sa descendance restait Tutsi. Dans leurs fonctions de chefs, ils étaient appelés *Inkebe*, *Abishikira* ou *Ivyariho vmy'uwami*, selon la nature de la chefferie qu'ils commandaient, mais ils redevenaient des Bahutu ou des Batutsi lorsqu'ils perdaient le pouvoir. Pourtant, un Muganwa chef de chefferie qui perdait le pouvoir pour une raison quelconque restait Muganwa d'extraction et de lignage, et toute sa descendance restait Ganwa. La destitution des Baganwa arrivait souvent lors de changement de règne, le nouveau roi voulant placer ses proches. Ceux qui étaient démis de leurs fonctions étaient alors appelés *Abaganwa b'abatahira* (traduction : *Abaganwa* qui ne sont plus au pouvoir). Cependant, il est aussi important de noter qu'un Muhutu ou un Mututsi qui devenait chef de chefferie était désigné dans le langage populaire comme *Umuganwa*, terme générique désignant tous ceux qui étaient à la tête de chefferies, abstraction faite de leurs origines. Mais s'ils étaient destitués pour une raison quelconque, ils ne devenaient pas *Abaganwa b'abatahira* comme les Baganwa destitués mais ils retrouvaient leur ethnie première Hutu ou Tutsi.

Nous nous trouvons donc face à deux concepts tout à fait différents : une communauté appelée *Abaganwa* de par son extraction et ses lignages, et des individus appelés *Abaganwa* de par leurs fonctions conjoncturelles ⁽⁵⁾. C'est cette ambiguïté que certains politiciens burundais ont exploité pour refuser de reconnaître l'ethnie Ganwa, affirmant que c'est la fonction qui donnait à une personne l'appellation de « Ganwa », et non pas son appartenance ethnique.

Sinon, le Burundais traditionnel n'a jamais été dupe : pour lui, quatre communautés distinctes ont toujours coexisté dans la nation burundaise, les Hutu, les Tutsi, les Ganwa et les Twa.

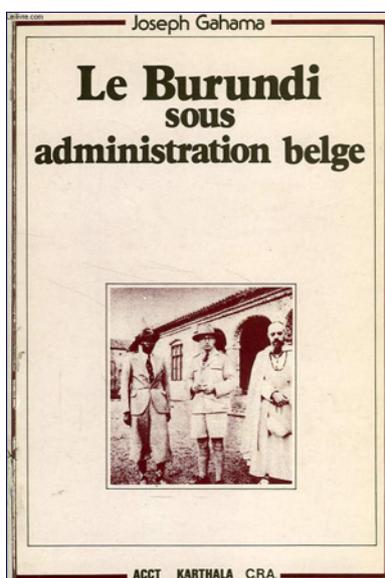
Pendant la période coloniale, cette topographie sociale n'a pas changé. Ainsi les Belges ont introduit une carte d'identité pour tout Burundais adulte, qui portait la mention de son appartenance ethnique. Quatre ethnies étaient considérées : on était Ganwa, Hutu, Tutsi ou Twa.

Quiconque a donc eu l'occasion de voir une carte d'identité de la période coloniale a pu constater que les Belges, comme les Allemands d'ailleurs avant eux, considéraient que le Burundi possédait quatre ethnies, les Ganwa, les Hutu, les Tutsi et les Twa. Contrairement au Rwanda où n'existaient que trois ethnies, les Hutu, les Tutsi et les Twa.

Cette différence entre le Burundi et le Rwanda au point de vue ethnographique a souvent porté à confusion et a fréquemment servi d'argument aux adversaires de l'existence de l'ethnie Ganwa au Burundi, disant que les Ganwa ne seraient que des Tutsi, comme au Rwanda.

Or, à notre avis, c'est cette dissemblance même qui justifie l'existence de deux pays distincts, par leur culture qui est différente. Sinon le Rwanda et le Burundi seraient un seul et même pays puisqu'ils auraient la même culture.

Un autre élément, et de taille, montre que l'organisation sociale du Burundi était différente de celle du Rwanda : au Rwanda, tous les Chefs de chefferie étaient uniquement des





Tutsi Banyiginya et Bega, tandis qu'au Burundi, ils étaient à majorité Ganwa, mais il y avait un bon nombre de Chefs Tutsi et de Chefs Hutu également, surtout avant la réorganisation administrative faite par les Belges à partir de 1929 qui fait tant de tort à notre pays ⁽⁶⁾.

Une volonté affichée de supprimer les Ganwa : les régimes issus du coup d'état de 1966



Le 28 novembre 1966, le capitaine Michel Micombero (ci-contre) renverse le roi Ntare V, inaugurant une ère de coups d'état qui ne se terminera qu'en 2005. Les trois premiers régimes qui se succèdent, de 1966 à 1993 par coups d'état ont un dénominateur commun : ils portent à la tête de la nouvelle République des Tutsi tous du clan des Hima. Dès le début de cette période, la question ethnique prend rapidement la forme d'une confrontation ouverte entre les Hutu et les Tutsi, et où les Ganwa ont une place peu enviable.

A son accession au pouvoir, le capitaine Micombero fait montre, en effet, de deux obsessions qui vont profondément marquer l'histoire du Burundi : le « péril Hutu » et la reprise du pouvoir par les monarchistes.

En ce qui concerne la menace Hutu, c'est déjà lui, en 1965, alors qu'il est encore Secrétaire d'Etat à la Défense, qui organise une répression féroce et expéditive contre les mutins hutus du capitaine Serukwavu et compagnie. Il récidivera en 1969 et surtout en 1972, où sa « solution » du problème hutu va prendre des allures de génocide.

Pour la question monarchique, une des stratégies de Micombero et ses acolytes pour conjurer définitivement un retour éventuel du roi et des monarchistes au pouvoir consiste à supprimer l'ethnie Ganwa du langage politique, écrit et parlé, et à mettre à l'écart les Ganwa et les monarchistes les plus représentatifs ou qui n'ont pas adhéré à la cause républicaine, et au besoin les « neutraliser ».

C'est pour ces raisons qu'à partir de 1966, on n'entend plus parler que de « Hutu, Tutsi et Twa » dans tous les discours, les trois ethnies qui doivent sauvegarder et symboliser « l'unité et la cohésion nationale ». L'ethnie Ganwa disparaît du discours politique, comme par un coup de baguette magique. A sa place naît une théorie, qui va d'abord être distillée insidieusement dans les milieux politiques, puis dans la population, surtout Tutsi : l'ethnie Ganwa n'existe pas. Et quand un dignitaire du régime doit parler des Baganwa, puisqu'ils existent bel et bien, et que la crème de l'élite Hima au pouvoir trouve du meilleur goût de marier les filles Ganwa à commencer par Micombero lui-même, c'est pour leur trouver des origines hutu : comme les Ganwa descendent de Ntare I^{er} Rushatsi le fondateur du Royaume du Burundi, et que ce dernier serait Hutu d'après certaines traditions orales, les Ganwa sont donc des Hutu, disent-ils. Paradoxalement, dans ces mêmes milieux, il est maintenu, et sans aucune autre forme de procès, que les Ganwa sont des Tutsi.

C'est aussi pourquoi par exemple, dès le coup d'état de Micombero, des Ganwa aussi brillant que Mbazumutima, Directeur Général de la Banque du Royaume, et d'autres, devront « monter à leur colline natale » pour n'en plus jamais redescendre, surveillés et privés jusqu'à leur mort de toute activité. D'autres trouveront la mort dans des circonstances étranges, notamment des officiers

de l'armée nationale.

C'est également pour ces raisons qu'un faux vrai coup d'état est fabriqué en 1971, dont les auteurs, des Ganwa et des monarchistes, sont rapidement condamnés à mort. N'eut été le sursaut patriotique des étudiants de l'embryonnaire Université du Burundi, nul doute que la sentence eut été exécutée tout aussi rapidement.

C'est enfin pour ces mêmes raisons que l'ex-Roi Ntare V Ndizeye (ci-dessous), considéré comme le symbole de la monarchie, sera littéralement kidnappé à Kampala en mars 1972 pour être exécuté à Gitega un mois plus tard le 29 avril 1972, marquant le coup d'envoi de l'élimination physique systématique des intellectuels Hutu dans tous les secteurs de la vie nationale. Des Ganwa mourront également au cours de ces « événements » en leur qualité de Ganwa, notamment à Ngozi et à Musinga, d'autres échapperont à la mort in extremis, au bord des fameuses fosses communes de 1972.

Ici, un observateur avisé ne manquera pas de remarquer la conjonction parfaite, une synchronisation bien calculée entre deux actes pourtant très différents, que rien ne devrait lier. Car enfin, où se trouve le point de jonction entre l'enlèvement du roi Ntare V à Kampala, préparé certainement de longue date, son incarcération pendant un mois à Gitega, et son exécution le 29 avril 1972, et l'attaque ce jour-là de rebelles Hutu venus de Tanzanie ? Apparemment il n'existe pas. Sauf quand le pouvoir annonce que ces assaillants Hutu sont venus libérer le roi, et que c'est pour cette raison que Ntare V a été aussitôt exécuté dans le camp des commandos de Gitega. Cela aurait donc été sans compter avec le machiavélisme de certains acolytes de Micombero, capables de faire un montage pareil, notamment un certain Artémon Simbananiye, connu pour être l'exécuter en chef de





ses basses œuvres.

Quoi qu'il en soit, l'assassinat de Ntare V démontre, une fois de plus, la détermination du pouvoir en place d'éliminer « la menace Ganwa ».



Avec Bagaza (ci-dessus) ou Buyoya qui se succèdent à la tête du pays après Micombero, la question Ganwa ne connaîtra pas un meilleur traitement, loin s'en faut.

Bagaza, qui dirige le Burundi de 1976 à 1986 d'une main de fer interdit toute allusion aux ethnies, comprenez les Hutu et les Tutsi, qui, à ses yeux, étaient les seules qui existaient au Burundi. La position officielle est que la population du Burundi est composée seulement de Barundi, et que parler de Hutu ou de Tutsi ne ferait qu'exacerber inutilement l'identité ethnique. Ce positionnement cache pourtant mal une politique résolument extrémiste Tutsi, très hostile à tout mouvement Hutu, qui elle-même couvre à peine un régionalisme outrancier des Hima de Bururi.

Si l'on ne doit pas parler de Hutu ou de Tutsi, il est a fortiori encore moins indiqué de parler de l'ethnie Ganwa, qui avait déjà été rayée du dictionnaire kirundi sous le régime précédent.

Bien plus, il se développe pendant cette période un fort courant « anti-Ganwa », supervisé par Bagaza lui-même qui est, de notoriété publique, allergique à tout ce qui s'apparente aux Ganwa ⁽⁷⁾. Une source autorisée nous a affirmé que Bagaza a changé le nom de la J.R.R. (Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore), un mouvement intégré au parti unique U.Pro.Na., en U.J.R.B. (Union de la Jeunesse Révolutionnaire du Burundi) pour ne pas avoir à prononcer dans ses discours le nom du Prince Rwagasore, le fondateur de ce parti !

La raison de sa haine envers les Ganwa est à chercher, paraît-il, dans le mépris et l'exclusion dont les Hima ont fait l'objet à la cour des rois pendant la période monarchique, et dont son père aurait aussi été victime à une cour de Chef de chefferie du sud du pays.

Mais, à mon avis, cette théorie ne pourrait pas résister à l'analyse, même la plus superficielle. En effet, si nous nous référons aux rois les plus récents comme Mwezi IV Gisabo, Mwambutsa IV Bangiricenge ou même Ntare V Ndzizeye, beaucoup de grands généraux ou les *Bashingantahe* (c'est-à-dire « les sages ») les plus écoutés étaient des Hima.

Une autre raison du prétendu ressentiment des Hima à l'encontre des Ganwa est, paraît-il, le sacrifice d'un jeune homme Hima du clan des Bahirwa, qui était exécuté lors de l'intronisation d'un nouveau roi pendant la période précoloniale : le jeune homme

était étendu en travers du chemin d'un troupeau de vaches privées d'eau pendant plusieurs jours, qui le piétinaient dans leur course aveugle vers la rivière pour aller s'abreuver. Cependant il est aussi rapporté que la famille du jeune homme considérait comme un grand honneur d'avoir été choisie pour offrir celui qui faisait l'objet du sacrifice, et qu'elle recevait honneurs, vaches et des territoires à gouverner.

Il est évident que ce trait culturel apparaît comme monstrueux à l'homme du XX^{ème} ou du XXI^{ème} siècle. Mais s'il est replacé dans son contexte historique, il met au contraire la civilisation burundaise ancienne au même niveau que les plus grandes civilisations antiques du monde comme la civilisation égyptienne, romaine ou grecque et autres qui, à un certain moment de leur histoire, pratiquaient le sacrifice humain.

A mon avis, reprocher à un groupe de personnes bien ciblé d'aujourd'hui, en l'occurrence les Ganwa, un trait culturel national et consensuel qui date de plusieurs siècles, semble faire preuve d'une grande mauvaise foi, dans l'intention de maintenir et perpétuer des haines imaginaires, inutiles et déplacées au XX^{ème} siècle.

Cependant, il n'y a aucun doute que, pendant cette période, des Hima aient été socialement sanctionnés pour l'une ou l'autre raison, comme tout autre Burundais en infraction contre la paix sociale. Il est aussi connu que la culture burundaise a produit beaucoup de tabous culturels, dont un interdisait aux Ganwa de se marier avec des filles Hima, ce qui n'était pas fait pour améliorer les relations entre les deux groupes. Au moment où le pouvoir avait changé de main, la vengeance ou le règlement des comptes étaient des sentiments tentant pour les nouveaux maîtres du pays. Et ils ne s'en sont pas privés. Pendant cette période, l'exclusion qui frappe indistinctement les Hutu et les Tutsi non Hima, frappe tout aussi durement les Ganwa.

Avec Buyoya (ci-dessus), la question de l'ethnie Ganwa ne connaîtra guère d'amélioration, au contraire.



La période buyoyienne est longue et tumultueuse. C'est la période du vote trompeur de la Charte de l'Unité Nationale, de la naissance officielle des partis politiques Hutu, de l'élection démocratique d'un Président de la République Hutu pour la première fois dans l'histoire du Burundi, de son assassinat après trois mois de règne, de la naissance de certains mouvements armés, dont le C.N.D.D.-F.D.D., et des négociations entre les partis politiques Hutu et les partis politiques Tutsi qui aboutiront à l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi, en



2000. C'est la période d'une lutte sans merci entre les Hutu et les Tutsi, les premiers pour récupérer le pouvoir, les seconds pour le garder ou, tout au moins, pour ne pas le perdre totalement. Dans cette atmosphère, les revendications des Ganwa sont accueillies avec encore plus d'hostilité qu'avant par les Hima au pouvoir, qui craignent l'ouverture d'un second front, un autre groupe jusque-là discriminé qui viendrait réclamer sa part du gâteau. C'est pourquoi toutes les actions des intellectuels Ganwa et leurs sympathisants qui commencent à s'organiser pendant cette période en mouvements structurés sont étroitement surveillés par la Documentation nationale, intimidés, voire noyautés.

Mathias Hitimana, un Tutsi proche du défunt Ntare V, qui veut profiter de l'ouverture démocratique de 1991 pour créer un parti royaliste, est obligé d'abandonner ses prétentions de l'appeler Parti Royaliste Parlementaire (P.R.P.) pour le nommer Parti pour la Réconciliation du Peuple, devant le risque que son parti ne soit pas agréé. En effet, un article de la Constitution interdisait expressément l'existence d'un parti à caractère monarchique sur le territoire burundais.

En fin de compte, que ce soit avec Micombero, Bagaza ou Buyoya, il se remarque une même ligne de conduite : la question de l'ethnie Ganwa est soit combattue ouvertement, soit dénaturée, soit minimisée, dans l'objectif de la vider de sa substance et de la présenter à la population comme une question sans importance.

L'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi ou l'institutionnalisation de l'exclusion de l'ethnie Ganwa

Le 21 octobre 1993, le Président Ndadaye (ci-dessus), premier Président Hutu du Burundi élu démocratiquement est assassiné par un groupe de militaires Tutsi. Il s'ensuit une longue période de guerre civile et d'instabilité politique, qui ne se terminera pratiquement qu'en 2005 avec de nouvelles élections présidentielles. Sous l'égide de la communauté internationale qui a délégué le Président Julius Nyerere de Tanzanie, puis le Président Nelson Mandela à la mort du premier, des négociations inter burundaises commencent en 1994 à Arusha, pour essayer de trouver une voie de sortie définitive au cycle infernal des massacres entre les Hutu et les Tutsi depuis l'indépendance, et qui avaient culminé avec les massacres qui ont eu lieu après l'assassinat du Président Ndadaye.

Les négociations se déroulent entre les partis politiques Hutu agréés, conduits par le Fro.De.Bu. du Président assassiné, et les partis politiques Tutsi, dont le parti U.Pro.Na. se pose en leader. Elles aboutissent à la signature de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi, le 28 août 2000.

L'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi est un document très important dans la vie politique burundaise, dans la mesure où c'est lui qui va désormais servir de référence au système politique qui va être mis en place. C'est lui qui détermine les étapes et les mécanismes du long chemin qui devra conduire le Burundi vers la démocratie, qui prévoit l'instauration d'un système de quota entre les Hutu et les Tutsi dans l'administration et l'armée nationale, l'alternance au sommet de l'Etat entre les Hutu et les Tutsi pendant la période de transition, et les élections au suffrage universel du Président de la République

après la période de transition. Il est dit que ce document a force de loi, et que ses dispositions devront servir de référence à la future constitution qui sera votée en 2004. En d'autres termes, ce qui n'était pas mentionné dans l'Accord d'Arusha ne pouvait pas faire partie de la constitution à venir.

C'est l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi qui exclut formellement et définitivement l'ethnie Ganwa parmi les ethnies existant au Burundi.

Dans son Chapitre Premier (Nature et causes historiques du conflit) pourtant, l'Accord d'Arusha semble mettre sur un pied d'égalité les Ganwa, les Hutu, les Tutsi et les Twa : « L'existence

des Bashingantahe issus des Baganwa, des Bahutu et des Batutsi et qui étaient juges et conseillers à tous les niveaux du pouvoir constituait, entre autres éléments, un facteur de cohésion »⁽⁸⁾. En effet, même si les Twa ne sont pas cités ici, pour la simple raison qu'ils n'étaient pas éligibles au statut de juges ou de conseillers, leur existence en tant qu'ethnie ne faisait l'objet d'aucune contestation. Nous avons donc ici, dans l'Accord d'Arusha, la reconnaissance implicite des quatre ethnies existant au Burundi.

Mais à partir des paragraphes suivants, le mot « Baganwa » disparaît totalement des textes, quand il s'agit désormais de citer les ethnies du Burundi⁽⁹⁾.

Seuls sont désormais mentionnés les Bahutu, les Batutsi et les Batwa dans tout le reste du texte de l'Accord, comme, plus tard, dans tout l'Accord de Pretoria de Partage du Pouvoir au Burundi signé le 06 août 2004, qui est un corollaire de l'Accord d'Arusha.

Cependant, un fait étrange est à mentionner ici : dans les minutes originales de l'Accord de Pretoria de Partage du Pouvoir au Burundi dont nous disposons d'une copie, l'ethnie Ganwa est bien citée tout au long du document, à côté des ethnies Hutu, Tutsi et Twa, et elle est même mentionnée avec l'ethnie Twa comme les ethnies minoritaires qui devront faire l'objet d'une cooptation à l'Assemblée et au Sénat. Or l'Accord de Pretoria est pratiquement un texte d'application de l'Accord d'Arusha. Ceci pour dire que l'ethnie Ganwa aurait été biffée du texte final de l'Accord d'Arusha par une main mystérieuse, juste au moment de sortir le document à faire signer aux délégués, sans que personne n'y prête attention, et que les médiateurs sud-africains n'y auraient vu que du feu.

Les Sud-Africains auraient donc utilisé la version originale de l'Accord d'Arusha qui contenait encore l'ethnie Ganwa pour préparer l'Accord de Pretoria, sans savoir que cette ethnie avait été supprimée du texte définitif de l'Accord d'Arusha. Comme de normal, l'ethnie Ganwa a donc dû être supprimée du texte définitif de l'Accord de Pretoria.

Il peut y avoir eu tricherie à Arusha, dans le but de supprimer une fois pour toutes cette ethnie du paysage politique burundais. Une petite analyse des protagonistes sur cette question à Arusha s'impose. D'un côté nous avons les adversaires déclarés de la reconnaissance de l'ethnie Tutsi, que sont les délégués du parti U.Pro.Na. En effet, malgré le temps, l'U.Pro.Na. des années 2000 reste le dépositaire idéologique de l'U.Pro.Na. parti unique et d'obédience Hima des années 60.

De l'autre se trouve Hitimana Mathias, Président du P.R.P., grand défenseur de l'idéologie monarchiste à Arusha, et un petit nombre de délégués d'autres partis. Au milieu se trouvent tous les délégués des partis Hutu.





Pendant que Hitimana s'évertue avec une ténacité remarquable à faire passer ses idées monarchistes, notamment le retour du régime monarchiste et l'existence des Ganwa, les représentants de l'U.Pro.Na., sur injonction ferme de Buyoya, paraît-il, ne veulent pas en entendre parler. Ils maintiennent que les Ganwa ne peuvent pas former une ethnie à part. Beaucoup de délégués des partis Hutu, tout à leur bataille contre le bloc Tutsi, sont plutôt indifférents, tout au plus agacés qu'hostiles à la problématique soulevée par Hitimana. Quelques-uns cependant, plus extrémistes, présentent les Ganwa comme des oppresseurs séculaires des Hutu au même titre que les Tutsi, dont ils ne veulent pas les distinguer.

Quoi qu'il en soit, Hitimana parvient à faire passer une de ses idées maîtresses sur un retour éventuel de la monarchie : « Le statut et le rétablissement de la monarchie feront l'objet d'une décision de l'Assemblée nationale ; tout parti militant pacifiquement en faveur de la restauration de la monarchie a le droit de fonctionner » ⁽¹⁰⁾.

C'est cette clause de l'Accord d'Arusha qui permettra plus tard la naissance légale de partis monarchistes, et qui est reprise intégralement dans la Constitution actuelle. Mais la question de l'existence de l'ethnie Ganwa restait posée et entière.

Quand, sur le moment, la suppression de l'ethnie Ganwa dans l'Accord d'Arusha est constatée à Bujumbura, cela provoquera un tollé général dans les milieux Ganwa qui produiront pétition sur pétition, mais en vain.

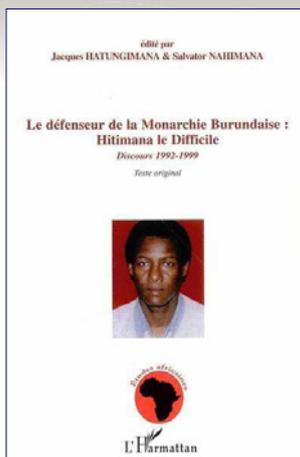
Vers une évolution positive de la question Ganwa : le pouvoir C.N.D.D.-F.D.D.

Plus de dix ans après la signature de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi, des signes porteurs d'espoir ont été posés par le pouvoir issu des élections de 2005.

En 2005, des élections au suffrage universel ont porté à la tête du pays le C.D.D.-F.D.D., un parti politique issu de la rébellion armée Hutu. A l'inverse de tous les régimes politiques antérieurs, le C.N.D.D.-F.D.D. a adopté une ligne politique de réconciliation entre toutes les composantes de la nation burundaise.

Déjà, lors de la campagne électorale qui avait opposé le C.N.D.D.-F.D.D. aux partis implantés depuis longtemps dans le pays comme l'U.Pro.Na. ou le Fro.De.Bu., le C.N.D.D.-F.D.D. avait fait preuve d'un esprit rassembleur, qui lui a attiré la sympathie de toutes les couches de la population. Les Ganwa, longtemps discriminés et privés de leur identité propre, ont considéré que la victoire du C.N.D.D.-F.D.D. constituerait une bouffée d'air. C'est pourquoi ils ont voté massivement pour lui. Un parti monarchiste, le Parti Monarchique Parlementaire — PMP Abagenderabanga a même mené ouvertement campagne pour le C.N.D.D.-F.D.D.

Dans l'application de son programme, le C.N.D.D.-F.D.D. au pouvoir a fait montre d'une grande sensibilité aux multiples problèmes de la communauté Ganwa. Ainsi, les biens meubles et immeubles qui avaient été laissés par le roi Mwambutsa IV Bangiricenge (ci-contre) et que les gouvernements antérieurs s'étaient accaparés ont été remis aux ayants droit. A la mort le 11 février 2007 de la reine Bangiricenge, mère du défunt roi Ntare V Ndzeye, le Gouvernement a organisé des obsèques d'Etat, dans la plus grande dignité. Une promesse solennelle du Chef de l'Etat de faire faire des investigations pour connaître l'endroit



où le roi Ntare V a été enterré en cachette a été faite à la famille royale, afin de lui offrir des obsèques dignes de son rang.

En cette année 2010, des élections libres et transparentes ayant reçu la reconnaissance de tous les observateurs tant nationaux qu'internationaux viennent à nouveau de porter le C.N.D.D.-F.D.D. à la tête de l'Etat. Beaucoup de Ganwa, notamment ceux qui sont dans le parti monarchiste précité, se sont investis énergiquement durant la campagne, considérant qu'une nouvelle victoire de ce parti permettrait de faire des pas encore plus significatifs dans leurs revendications. Fait unique et historique depuis 1966 : durant la campagne, le Chef de l'Etat et candidat à sa propre succession a toujours cité dans ses discours l'ethnie Ganwa aux côtés des ethnies Hutu, Tutsi et Twa, quand il fallait faire allusion à la composition ethnique du Burundi.

Les cinq ans pour lesquels le parti C.N.D.D.-F.D.D. vient de nouveau d'être plébiscité sont donc porteurs de nouveaux espoirs pour les Ganwa.

Conclusion

Il est évident que l'ethnie Ganwa a existé depuis des temps immémoriaux, comme les ethnies Hutu, Tutsi et Twa. Sa plus grande caractéristique sociale est qu'elle a donné une classe de dirigeants du Burundi qui ont réussi à maintenir l'unité et la cohésion de tous les groupes ethniques pendant plusieurs siècles. Sa suppression des quatre ethnies du Burundi a été un processus qui a commencé lors de l'abolition de la monarchie au Burundi, en 1966. A partir de cette date, les nouvelles autorités ont pris des mesures pour effacer cette ethnie de la mémoire collective. Un véritable lavage de cerveau a été systématiquement opéré pour faire croire à son inexistence.

C'est ainsi qu'aujourd'hui, 45 ans après l'instauration de cette politique, les Ganwa qui essaient de revendiquer leur identité de Ganwa en profitant de l'ouverture démocratique actuelle sont pointés du doigt par bon nombre de Burundais comme des opportunistes qui veulent « inventer » une nouvelle ethnie qui n'a jamais existé au Burundi, dans l'intention de chercher frauduleusement un poste quelconque en qualité de Ganwa. Parmi leurs détracteurs, il y en a qui croient à l'inexistence de l'ethnie Ganwa en toute bonne foi, parce que, 45 ans plus tard, le lavage de cerveau permanent déclenché en 1966 a produit les





effets escomptés sur certains. En niant l'existence des Ganwa, ces derniers croient défendre l'intégrité historique de la nation, alors qu'ils ont été manipulés à leur insu. D'autres continuent avec détermination à clamer l'inexistence historique de l'ethnie Ganwa en connaissance de cause, en sachant très bien que cette ethnie existe. Il y en a même qui élaborent à ce sujet de véritables théories savantes pour faire accréditer la thèse que les Ganwa sont des Tutsi. Cependant, aujourd'hui, des espoirs naissent que l'ethnie Ganwa pourra être réhabilitée un jour, que les Ganwa obtiendront un jour, de nouveau, la reconnaissance de leur identité propre et feront officiellement partie des quatre ethnies existant au Burundi.

Des partis politiques à caractère monarchiste fonctionnent et affichent l'existence en leur sein de membres Ganwa, qui font des revendications dans ce sens. Une association sans but lucratif qui regroupe l'ensemble de tous les Ganwa a été créée et commence à initier des actions visibles et d'envergure.

Le défi majeur pour les Ganwa est de pouvoir s'intégrer dans la société burundaise en tant que Ganwa, reconnus en tant que tels dans la constitution comme pour les ethnies Hutu, Tutsi et Twa, et non pas en tant que membres d'une quelconque autre ethnie à laquelle on voudrait les intégrer sans leur demander leur avis. Dans ce sens, la Commission Vérité et Réconciliation Nationale qui va bientôt voir le jour aura une grande responsabilité pour faire du Burundi un pays plus juste, en donnant à la question ethnique au Burundi en général et à la revendication des Ganwa en particulier leurs véritables dimensions, sans faux-fuyants et en se basant sur l'histoire véritable du Burundi et sa culture. C'est à ce prix que le Burundi pourra prétendre à la réconciliation nationale et à une paix durable.

Bujumbura, septembre 2010

Notes et références

1. Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi, Arusha, août 2000, minutes.
2. Op. cit., Protocole I, Chapitre Premier, Article Premier, paragraphe 1, alinéa 1 et 2.
3. J. Gahama, Le Burundi sous administration belge, Editions Karthala, Paris, 2001.
4. J.P. Chrétien, L'Afrique des grands lacs — Deux Mille Ans d'histoire, Editions Aubier, 2000.
5. Un jour de 2006, à Bruxelles, je discutais avec Mr. K., un dignitaire Hutu originaire de la région de Musigati. Quand je lui dis que le « *Muganwa* » Bankamwabo, chef de la chefferie Mumirwa-sud était en réalité un Mututsi du clan des Banyakarama, que j'avais vu personnellement cette mention sur sa carte d'identité de la période coloniale, il n'en n'est pas revenu. « Je suis né et j'ai grandi en croyant que Bankamwabo était un Muganwa », m'a-t-il dit.
6. Selon J. Gahama, op.cit., p.105 ; en 1929, il y avait 31% de Chefs Batware, 26% Bezi — donc 57% de Chefs Ganwa — et 23% de Chefs Tutsi et 20% de Chefs Hutu.
7. Sic ! Cela ne l'empêchera pas d'entretenir une relation avec une princesse Ganwa, dont naîtra un garçon qui lui ressemble comme deux gouttes d'eau.
8. Accord d'Arusha, Protocole I, Article Premier, Paragraphe 2.
9. Exemples : Protocole I, Article Premier, paragraphe 4 ; Protocole I, Article Deux, paragraphe 5 ; et surtout : Protocole II, Article Deux, paragraphe 1.
10. Accord d'Arusha, Protocole Deux, Chapitre Deux, paragraphe 4.

La Toile N°6 sur le Burundi est disponible en téléchargement : http://latoile.monarchiste.com/?collec_100



CONFERENCE MONARCHISTE INTERNATIONALE

LE SITE OFFICIEL DE LA CMI REGROUPE LES ORGANISATIONS, JOURNAUX, SITES ET BLOGS MONARCHISTES AYANT ADHÉRÉ À SA CHARTE. IL VOUS PERMET DE LES CONTACTER PLUS FACILEMENT ET VOUS TIENT INFORMÉ DES ACTIONS COMMUNES.



COMMUNAUTÉ SYLM

LE SITE DE LA COMMUNAUTÉ EST UN ESPACE INTERNATIONAL SÉCURISÉ D'INFORMATION, D'ÉCHANGES ET DE TRAVAIL, DÉDIÉ AUX MONARCHISTES ET AUX CURIEUX DÉSIREUX DE MIEUX CONNAÎTRE LA MOUVANCE, SES RÉALISATIONS ET SES PROJETS.



SYLMPedia

SYLMPEDIA EST LA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE PARTICIPATIVE DÉDIÉE AU MONARCHISME. VOUÉE À DEVENIR LA MINE D'INFORMATION DONT NOUS AVONS BESOIN, ELLE ATTEND VOS CONTRIBUTIONS POUR GRANDIR UN PEU PLUS CHAQUE JOUR.



SYLM PASSPORT

LE PASSPORT SYLM EST UN PORTAIL DES SITES MONARCHISTES OU TRAITANT DU MONARCHISME DANS LE MONDE. IL VOUS DONNE ACCÈS À UN UNIVERS VARIÉ D'INFORMATION ET DE CULTURE. INSCRIVEZ-Y VOS PROPRES TROUVAILLES EN QUELQUES CLICS !



L'Etat des Lieux du Royalisme en France

LA DERNIÈRE ENQUÊTE SUR LE ROYALISME EN FRANCE DATAIT DE 1989... CET OUVRAGE APPORTE UN ÉCLAIRAGE NOUVEAU SUR CE QUE SONT RÉELLEMENT LES ROYALISTES AUJOURD'HUI PAR L'ANALYSE OBJECTIVE DE PRÈS DE DEUX MILLE RÉPONSES.



SYLM TV

LE MONARCHISME EN MOUVEMENT... VISIONNEZ LES ARCHIVES ET LES DOCUMENTS D'ACTUALITÉ SUR NOS QUATRE CHAINES THÉMATIQUES AINSI QUE SUR LES CHAINES DIFFUSÉES PAR NOS PARTENAIRES. DES HEURES D'IMAGES SÉLECTIONNÉES POUR VOUS.



REX APPEAL

IL EXISTE MILLE FAÇONS D'AFFICHER SES IDÉES. REX APPEAL VOUS PROPOSE DES VÊTEMENTS ET DES OBJETS MONARCHISTES ET ORIGINAUX POUR LES AFFIRMER AVEC STYLE OU AVEC HUMOUR TOUT AU LONG DE L'ANNÉE. POURQUOI SE PRIVER ?



LA TOILE

PUBLICATION DE LA CMI, LA TOILE VOUS EMMÈNE AUTOUR DU MONDE AU GRÉ DE DOSSIERS ORIGINAUX, TRAITÉS AVEC UN REGARD MONARCHISTE MAIS TOUJOURS DE FAÇON OBJECTIVE. REJOIGNEZ L'ÉQUIPE ET PARTICIPEZ À L'ESSOR DE NOTRE MAGAZINE !



par **Judith TAUBEL**

Administratrice de SYLM

Tout voyageur vous le dira, ne pas être capable de sauter par-dessus la barrière de la langue dans le pays que vous visitez constitue un handicap de taille. Toute situation simple là où vous comprenez et êtes compris devient immensément complexe quand les mots ne servent à rien. Et ceci est d'autant plus vrai lorsqu'il s'agit non pas d'un pays que vous visitez mais de celui où vous vivez, depuis toujours ou de fraîche date.

« La connaissance des mots conduit à la connaissance des choses », écrivait Platon

Le ministère de l'Education nationale nous abreuve de nombreux écrits et déclarations compliqués, visant à expliquer comment la jeunesse française doit être éduquée et quels enseignements il est important de dispenser. Malgré le flou artistique de certains textes l'on arrive à dégager les lignes directrices régissant chaque niveau de la scolarité de nos têtes blondes et brunes.

Il existe un « Socle commun de connaissances et compétences », récapitulant ce que tout élève doit savoir et être capable de réussir à la fin de la scolarité obligatoire. À compter de 2011, l'intégration des sept compétences du socle est nécessaire pour obtenir le diplôme national du brevet.

Première des obligations, donc, pour les élèves de fin de collège : la maîtrise de la langue française. Elle passe par la capacité à lire et à comprendre des textes variés, la qualité de l'expression écrite, la maîtrise de l'expression orale, l'apprentissage de l'orthographe et de la grammaire, l'enrichissement quotidien du vocabulaire.

Au lycée, les programmes de français prennent une autre voie. En seconde, les quatre grands genres littéraires sont étudiés du XVII^{ème} au XX^{ème} siècle à travers des groupements de textes et des œuvres complètes. La dissertation littéraire est abordée et la pratique du commentaire de texte et de l'écriture d'invention est approfondie.

En première il s'agit pour l'élève d'acquérir une culture littéraire et artistique, de développer une conscience esthétique, de former son jugement et son esprit critique. Le programme couvre les quatre genres majeurs et l'ensemble de l'histoire de la littérature française, du Moyen-Age à la période contemporaine.

En bref, une fois la scolarité achevée, la langue de Molière n'aurait de secret pour personne, chacun serait capable de s'exprimer convenablement, de comprendre son voisin sans le moindre souci, voire d'écrire une lettre sans rencontrer d'obstacle majeur.

« Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement Et les mots pour le dire arrivent aisément »

Pauvre Boileau, qui sans doute se serait arraché les cheveux s'il avait connu le XXI^{ème} siècle. En effet, il est clairement utopique de croire que notre système scolaire forme les jeunes de manière correcte – pour ce qui est du français. Certains jeunes, qui se gargarisent pourtant d'avoir en poche le précieux diplôme du baccalauréat, n'écrivent guère mieux et ont un vocabulaire aussi limité qu'un enfant en fin d'élémentaire.

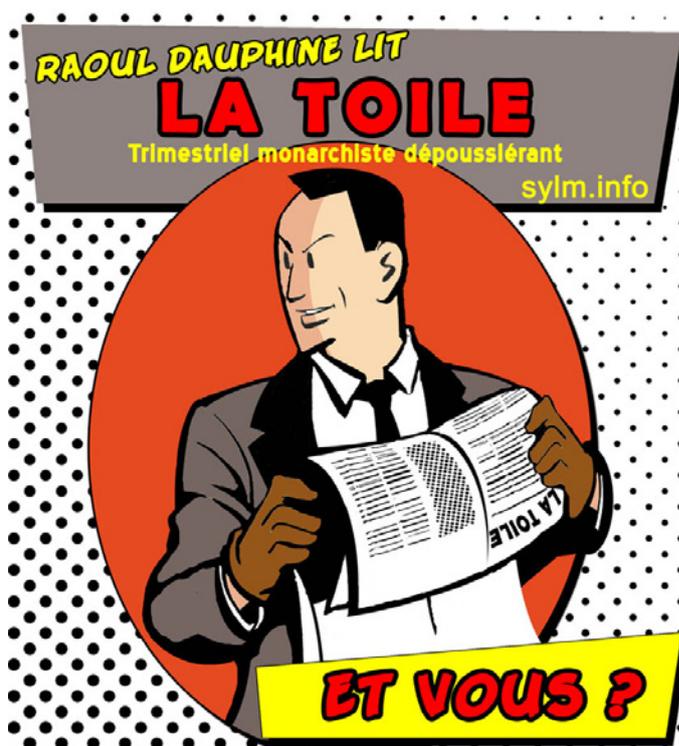
Pass dabor ton Bac ! PTDR Pas de Nation sans éducation.

Certains adultes en sont au même stade, sans que cela leur pose de problème manifeste. Il m'est arrivé d'être obligée de lire à voix haute un message reçu via mon téléphone portable pour en saisir le sens, alors qu'il ne provenait pas de l'un de mes enfants mais d'une sémillante quadragénaire.

Il est de notoriété publique que les recruteurs ou directeurs des ressources humaines se fondent autant sur la manière d'écrire des candidats que sur leurs compétences pour arrêter leur choix. Et il suffit de naviguer sur Internet, de passer sur quelques *fora* ou réseaux sociaux pour se rendre compte un peu plus de l'étendue du désastre.

Ainsi, il est difficile de faire le lien entre ce que nous présente le ministère de l'Education Nationale et ceux qui sont supposés avoir bénéficié des enseignements cités. On ne peut pourtant totalement remettre en question les programmes, qui bien qu'ayant été allégés au fil des réformes, conservent certaines bases des savoirs élémentaires. On ne peut non plus uniquement mettre en cause les acteurs de l'enseignement, même si certains manquent totalement de pédagogie et de connaissance des enfants et adolescents et que l'apprentissage des professeurs pourrait être amélioré de bien des façons.

Il est clair qu'une vaste refonte de l'enseignement devrait être travaillée, en commençant par prendre vraiment le temps de la réflexion, en associant tous les acteurs « utiles », en posant les questions qui doivent être posées, même si elles fâchent les syndicats ou les fédérations de parents d'élèves, et en trouvant les réponses les meilleures possibles, même si elles ne sont pas les plus simplistes ou simples à mettre en œuvre. Tout ceci non pas pour que le ministre en place laisse sa marque dans l'Histoire, mais bien pour l'avenir de nos enfants et celui de notre pays.



LES FICHES CUISINE

de Victor Hublot

PIZZA BUNGA BUNGA

Surfant avec gourmandise sur l'actualité internationale, un petit malin, mais vrai pizzaiolo italien installé à Varsovie, a créé, il y a quelques mois, une pizza «Bunga Bunga».

Comme nous le rapportait alors l'*Associated Press* dans sa dépêche, la préparation se voulait aussi chaude et épicée que semblaient l'être les soirées olé-olé organisées par le chef du gouvernement italien. On apprenait également que figurait sur la pâte de ladite pizza une garniture composée notamment d'anchois, de figes, de jambon cru et de poivre noir.

Fastoche à refaire à la maison, donc.



- I. Préchauffez le four à 210 °C. (th. 7). Etalez la pâte et garnissez-en la plaque du four recouverte de papier sulfurisé.
- II. Nappez la pâte de purée de tomate et dispersez-y des rondelles de mozzarella, les figes coupées en rondelles, les tranches de jambon et les anchois.
- III. Saupoudrez d'origan, salez, poivrez largement et enfournez 15 à 20 min.

Ingrédients « Bunga Bunga »

Pâte à pizza	300g
Purée de tomates	25cl
Mozzarella	200g
Figes fraîches	3
Fines tranches de jambon cru	6
Anchois dessalés	12

Une pincée d'origan séché
Sel
Poivre noir
Huile piquante... *molto piccante*

IV. Dégustez chaud avec de l'huile piquante, une salade verte et quelques amies.

Chi ha messo un piercing in mia fetta ?

